C★E★R★M★T★R★I
FONDS
LEVY-PRUDHOMMEAUX

PRIX : 0 fr. 50. N° 121. — 15 JUILLET 1932.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

« Trotsky un chef politique avec Lenine ?

« Non **un dilletante** *tombé à la contre révolution!»...*

« P. Semard Assemblée d'information du 17 juin 1932. »

Stenogramme officiel. Bulletin de la R. P. n° 6, page 14.

Sans blague !

L. TROTSKY

Lettre aux ouvriers zurichois

Réponse à une calomnie

Dans la nuit du 15 au 16 juin, des rencontres violentes se sont produites à Zurich entre les ouvriers et la police. J'ai appris ces événements par les télégrammes des agences bourgeoises, par conséquent présentés sous une forme très tendancieuse et hostile aux ouvriers. Mais même sans connaître les détails, on peut sans peine se représenter le caractère général de ces événements. Les rencontres d'ouvriers, surtout des ouvriers grévistes et de chômeurs, avec la police sont fréquentes dans toute l'histoire du capitalisme. La crise effroyable actuelle qui découvre toute la pourriture de l'ordre capitaliste tend les nerfs de la bourgeoisie à l'extrême et la pousse à user de la police et de l'armée à la moindre alarme. D'autre part, l'indignation justifiée des ouvriers contre le régime bourgeois croît et cherche une issue indépendamment de la tendance politique de ceux qui auraient dirigé la grève et la démonstration de Zurich, le caractère de la rencontre sanglante resterait le même. Le capitalisme réduit les ouvriers à la famine, à la misère et au désespoir ; le capitalisme les pousse dans la rue ; le capitalisme les réprime par la force armée ; les laquais de la presse capitaliste calomnient les ouvriers; quant aux juges capitalistes, ils condamnent les « meneurs » à la prison si toutefois les balles du capitalisme ne les ont pas supprimés plus tôt.

Telle fut l'explication simple et évidente que je donnai, loin de Zurich, aux événements des 15 et 16 juin. Aujourd'hui 25 juin mes amis m'ont fait parvenir un tract du « Parti Socialiste de Zurich » intitulé « Le règlement de compte aux froussards communistes ». Dans ce document, la social-démocratie de Zurich, qui dirige la municipalité de cette ville, revendique toute la responsabilité pour la répression contre les grévistes et les manifestants. Suivant ce document, la faute des conflits incombe non pas au capitalisme mais au communisme. En défendant ses actes devant les ouvriers zurichois, la social-démocratie écrit :

« Lénine et Trotsky, dans des situations semblables, furent sévères pour tout ce monde de syndicalistes ultra-gauchistes à tendance anarchiste. Ils réprimèrent impitoyablement, dans le sang, tous ces putschistes ».

Ce tract m'a incité à m'adresser par la présente lettre aux ouvriers zurichois. Le but de cette lettre est de dénoncer une calomnie. Nous fûmes, plus d'une fois, Lénine et moi, objets de calomnies. Vous savez, sans doute, qu'on nous accusa même d'être au service de l'état-major allemand. Et pourtant, je ne connais pas de calomnie plus abjecte et plus basse que celle lancée par le tract de la social-démocratie zurichoise.

Toute la vie de Lénine fut dirigée dans le sens du renversement de la société bourgeoise, de son Etat, de son droit, de ses lois, de sa justice, de sa police, de ses prisons et de son armée. Comment peut-on alors se servir du nom de Lénine pour justifier les répressions de la bougeoisie contre les ouvriers ? Je proteste également contre l'utilisation de mon nom parce que durant les trente-cinq années de ma vie consciente, j'ai servi et je sers dans la mesure de mes forces, la cause de l'émancipation de la classe ouvrière.

— Mais le pouvoir soviétique, nous répondront messieurs les journalistes social-démocrates, n'employa-t-il pas des moyens répressifs contre les anarchistes ou les socialistes-révolutionnaires de gauche, qui essayèrent d'organiser une insurrection ? Bien sûr ! La différence réside toutefois en ceci — différence insignifiante, n'est-ce pas, camarades ouvriers ? — que chez nous il s'agissait de la défense non d'un état bourgeois, mis d'un état prolétarien. Les bolcheviks organisèrent préalablement l'insurrection d'octobre (1917) au moyen de laquelle le prolétariat renversa la bourgeoisie, s'empara de ses banques et de ses usines, confisqua la terre des hobereaux pour la remettre aux paysans, chassa les parasites de leurs palais pour y installer les enfants des ouvriers, priva les exploiteurs des droits électoraux, concentra le pouvoir et les armes dans les mains des ouvriers et préserva ainsi le premier état prolétarien contre ses ennemis. C'est en ceci précisément que consiste le régime **de la dictature prolétarienne.** Oui, ce régime nous l'avons défendu effectivement les armes à la main. Pour sa défense, nous avons créé l'Armée Rouge. La social-démocratie du monde entier nous condamna et jeta toutes ses malédictions contre nous. La social-démocratie allemande soutint les Hohenzollern qui essayèrent d'étrangler la République soviétique. Mais les bolcheviks ne se sont pas laissé étrangler. Avec une poigne de fer, ils défendirent l'Etat ouvrier. Les ennemis intérieurs de la dictature du prolétariat furent les bourgeois privés de leurs biens, les officiers et les étudiants bourgeois, les messieurs dans le genre de Conradi qui tua mon ami Vorovsky. Les social-démocrates russes (les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires) appuyèrent directement et indirectement cette lutte contre l'Etat ouvrier. Dans les cas où ils se dressèrent contre celui-ci, les armes à la main, nous les avons traités sans pitié.

Mais la social-démocatie zurichoise vous trompe quand elle se réfère à Lénine et Trotsky pour justifier la violence sanglante contre les ouvriers insurgés contre l'Etat capitaliste. La violence existe, bien entendu, dans les deux cas. Là où les classes mènent une lutte implacable, on en arrive toujours, en fin de compte, à la violence. Il en sera ainsi tant que les classes ne disparaîtront pas. Mais toute la question est de savoir au service de quelle classe s'exerce la violence.

A une des séances de la conférence de Brest-Litowsk, le 14 janvier 1918, le général Hoffmann, le chef effectif de l'état-major allemand sur le front est, protesta contre la violence pratiquée par le gouvernement soviétique. Je me permets de citer ici, textuellement, d'après le procès-verbal, l'extrait suivant de ma réponse :

« M. le général a fait remarquer que notre gouvernement s'appuyait sur la force et pratiquait la violence à l'égard de tous ceux qui professent des idées opposées stigmatisées de contre-révolutionnaires. M. le général avait parfaitement raison quand il disait que notre gouvernement s'appuie sur la force. Jusqu'à maintenant, l'histoire n'a pas connu d'autre genre de gouvernement. Tant que la société sera composée de classes en lutte, l'Etat sera inévitablement une arme de contrainte et se servira d'un appareil de coercition... Ce qui, dans nos actes, étonne et indigne les gouvernements des autres pays — c'est le fait que nous arrêtons non pas les grévistes, mais les capitalistes qui font subir les lock-out aux ouvriers, c'est le fait que nous ne fusillons pas les paysans qui exigent la terre, mais que nous arrêtons les hobereaux et les officiers qui essaient de fusiller les paysans. »

Les chefs de la social-démocratie zurichoise ne sont pas allés plus loin que le général Hoffmann dans la mesure où ils parlent de violence, sans préciser pour quelle classe s'exerce cette violence. Et pour cause : la social-démocratie ne peut pas poser ouvertement et honnêtement cette question, puisque ses chefs servent eux-mêmes le régime capitaliste. Dans les petites questions locales, secondaires, par exemple, les questions municipales, la social-démocratie essaie de marchander quelque chose au capitalisme en faveur des ouvriers, pour maintenir parmi ceux-ci son autorité. Mais là où il s'agit des intérêts fondamentaux de l'ordre capitaliste et de la propriété privée, des fondements mêmes de l'exploitation de l'homme par l'homme, là la social-démocratie, en Suisse, en Allemagne, en Autriche, en France et dans le monde entier, se place invariablement aux côtés des exploiteurs. Elle l'a démontré une fois de plus et d'une façon éclatante dans les événements de juin à Zurich.

Puisque messieurs les chefs social-démocrates se sont permis de se référer à Lénine et à moi pour se disculper, je dirais en conclusion ceci : quoique je ne puisse juger les événements de Zurich que d'après les comptes rendus des journaux bourgeois, auxquels on ne doit accorder que 10 % à peine, de crédit quand il s'agit du mouvement ouvrier, néanmoins je déclare en toute assurance : toutes mes sympathies sont sans aucune réserve, du côté de ceux qui ont pris part à la grève, qui ont protesté contre la répression policière et qui ont été victimes de nouvelles violences. Indépendamment des points de vue tactiques des communistes zurichois, je me trouve du même côté de la barricade qu'eux. Si même ils ont commis telles ou telles autres erreurs — je n'en sais rien, — ce sont là des erreurs de notre classe, ce sont des erreurs de la révolution prolétarienne qui lève la tête contre le joug capitaliste. Malgré toutes les plumes de paon « démocratiques » dont se couvrirait la social-démocratie, elle agissait et elle agit dans les évènements de Zurich comme l'agent direct de l'ennemi de classe. La social-démocratie couvre sa besogne de trahison par la calomnie contre la révolution prolétarienne. Elle sape l'autorité de l'Etat ouvrier au profit de l'autorité de l'Etat bourgeois, en plaçant, sur le même plan, la violence de la révolution et la violence de la réaction.

Je veux espérer que chaque ouvrier zurichois, y compris l'ouvrier social-démocrate, réfléchira profondément sur ces événements et sur le rôle qu'y ont joué les chefs social-démocrates, pour en tirer les conclusions politiques nécessaires. Alors, on pourra dire que les victimes de juin ne se seront pas sacrifiées en vain.

Avec mes salutations communistes.

Prinkipo, le 15 juin 1932. **Léon Trotsky.**

Le droit d'asile pour Trotsky

Au B. P. du Parti communiste
Camarades,

L'avènement au pouvoir d'un ministère de gauche, à la suite des élections où les partis vainqueurs se sont livrés à une démagogie éhontée permet au P. C. de mettre en avant un certain nombre de revendications susceptibles de recontrer un écho dans les masses.

Un de ces mots d'ordre les plus importants, c'est celui du droit d'asile pour les militants révolutionnaires. Le P. C. doit mener une campagne pour empêcher que soient traqués les militants de la classe ouvrière tandis que les russes blancs peuvent impunément fourbir leurs armes contre la patrie prolétarienne.

*Cette campagne pour le droit d'asile doit comporter en particulier une vigoureuse intervention parlementaire. Nous vous demandons, à ce sujet, que le délégué de la fraction communiste soulève au cours de cette intervention, la question du droit d'asile pour le camarade Trotsky qui, exilé en Turque, depuis plus de trois années, s'est vu refuser tout visa par tous les gouvernants capitalistes européens, quelle que soient leur couleur politique. Le camarade Trotsky se trouve en Turquie dans des conditions de sécurité notoirement insuffisantes et la presse du P. C. allemand signala l'an dernier l'existence d'un complot contre sa vie, organisé par le général Turkul, ce blanc dont l'*Humanité *a dénoncé, au cours de la campagne sur l'affaire Gorguloff, le rôle particulier auprès du général Miller.*

Il est évident qu'une intervention de ce genre ne signifierait nullement une modification de nos positions politiques.

Salutations communistes. **La C.E. de la Ligue Comm.**

CONGRÈS OU COMÉDIE ?

Lutte contre la guerre ou phrases creuses ?

Le « Congrès ouvrier et paysan » contre la guerre, du 2 et 3 juillet à Paris a soulevé une grosse émotion chez les milliers de travailleurs présents. Comment, voilà un « CONGRES » qui prétend ETUDIER, DISCUTER les méthodes de lutte prolétarienne contre la guerre, et qui permet A PERSONNE de venir défendre un point de vue différent de celui du rapporteur ! Non, cela n'a rien à voir avec un Congrès, cela c'est se moquer des ouvriers qui ont mandaté des camarades pour défendre à ce « Congrès » un point de vue net, c'est transformer l'étude sérieuse des moyens de lutte contre la guerre en tenue d'un meeting non contradictoire, et rien de plus !

Semard développa le samedi soir un rapport général. Mais de l'ensemble de faits incontestables qu'il développe, aucune orientation ne découle: rien sur la révolution allemande, rien sur les conférences du désarmement et l'attitude de Litvinov, rien sur la position du PARTI COMMUNISTE (qui d'ailleurs n'eut pas un seul représentant officiel à ce Congrès » !) Pas un rappel historique sur la position des bolcheviks, de Lénine, en 1914, en 1917, en 1922. — Après Semard, un de nos délégués tenta d'obtenir la parole. Dans le brouhaha toléré par le présidium, il put appeler le Congrès à se pencher sur le problème allemand, en demandant que cette question soit inscrite à l'ordre du jour des commissions. Il fut applaudi. Et SEMARD PROMIT QUE LES « TROTSKYSTES » AURAIENT LA PAROLE DANS LA DISCUSSION DU LENDEMAIN ET QU'IL LEUR SERAIT REPONDU. IL DEMANDA MEME AU CONGRES DE FAIRE PREUVE DE MATURITE EN ECOUTANT LES DISCUSSIONS EN SILENCE...

Bien entendu, le loyal Semard avait fait volte face le lendemain ! Pas de discussion, pas de contradicteurs, par de gêneurs des bureaucrates ! Au contraire, un chahut, un « pogrom » savamment organisé par quelques dizaines de membres du service d'ordre contre l'opposition. PERSONNE ne put s'exprimer. Plutôt que de laisser un oppositionnel de gauche aborder la tribune, LES BUREAUCRATES PREFERERENT ETOUFFER LE CONGRES. A trois reprises, on fit couvrir par des cris, des sifflets, jet de boules de papier, etc..., la voix de nos délégués qui tentaient d'obtenir la parole. Mais que Semard et Cie, ne s'y trompent pas : l'attitude de ce présidium, qui n'eut pas honte de montrer devant 3.000 travailleurs qu'il craignait la parole d'une poignée d'opopsitionnels, est plus significatif que toutes les injures des plumitifs de l'HUMANITE. Comment, il y a un présidum de 30 à 40 fonctionnaires, 3.000 à 4.000 participants au Congrès, et l'on n'ose pas donner la parole à une poignée d'oppositionnels, de crainte qu'il n'influence les assistants, qu'il ne démontre le vide du verbiage stalinien. Quelle honte ! Qui ne comprendrait que cette démonstration de « force » est en réalité le signe d'une faiblesse profonde, qui se dévoilera brusquement ?

D'autant plus que les opinions de l'opposition pénétrèrent quand même le Congrès. Notre résolution, publiée à la page 3 fut largement distribuée. Un jeune camarade étudiant, prenant la parole pour saluer le Congrès au nom des lycéens, attaqués haineusement le même jour par LA LIBERTE, déclara se rallier à la résolution de l'opposition et attaqua Barbusse-Rolland en termes très justes; bien entendu il fut couvert d'applaudissements au début de son exposé et ensuite... hué. Enfin, Semard fut obligé de PRESENTER UNE RESOLUTION SUR L'ALLEMAGNE, qui lui fut transmise par certains délégués et qui, à défaut d'une position bien nette, posait le problème. Eh bien, cette résolution, qui marquait incontestablement une victoire pour nous, et que la salle accueillit un peu froidement — car les centristes apprennent à faire siffler les simples mots : révolution allemande, comme trotskystes et contre-révolutionnaires, — OU FUT-ELLE PUBLIEE? NULLE PART ! L' « HUMA » ET LE PARTI, n'osent pas publier cette résolution, qui fut cependant adoptée par le Congrès ! Voilà comment on mène la lutte contre la guerre. — Quant à notre résolution, le loyal Semard refusa de la lire en entier; il n'en lut que trois lignes, sans honte. Il refusa de la mettre aux voix. Une vingtaine de mandats, votèrent contre la résolution du Présidium, en adoptant la résolution de l'opposition.

VERS LE 1er AOUT

Est-ce ainsi qu'on prépare la lutte contre la guerre ? Nullement. Nous croyons toujours qu'il n'est pas juste de désigner à l'avance un jour de manifestations, tel que le 1er août. Les journées de manifestations massives doivent être le couronnement de toute l'action du parti dans les divers domaines de son activité. Mais que vit-on LE LENDEMAIN du Congrès contre la guerre ? Malgré les appels grandiloquents de Gourdeaux et de Barne à Huygens, il n'y eut pas de manifestations de fonctionnaires à la Concorde. Quelques dizaines de camarades furent emmenés dans les postes de police, sans plus. TELLE FUT LA REPONSE DES FAITS AUX PHRASES DE LA VEILLE A HUYGENS ! Et tel est, il faut le craindre, la préface à la journée du 1er août. Bien entendu, sur ces choses l' « HUMA » fait silence. Mais il faut, au contraire en parler, pour chercher la voie du redressement.

Nous pensons que notre résolution présentée au Congrès peut servir de base à l'action pour le 1er août. Elle apporte : 1° une position claire sur le problème de la guerre; 2° l'affirmation de justes méthodes de lutte contre la guerre par le FRONT UNIQUE ,qui sont seules capables de donne force et ampleur à notre lutte, et, 3° un objectif : la lutte contre l'impérialisme français, la défense de la révolution allemande, comme seul moyen de défendre et élargir la révolution soviétique.

Si l'on veut VRAIMENT que la journée du 1er août soit un succès, et non un échec, il faut s'engager dès maintenant, sur cette voie. Avec des idées nettes et claires, par le front unique et l'action organisée, on peut élever la conscience prolétarienne, avancer vers la révolution, préparer l'avant-garde prolétarienne à la lutte contre la guerre. Mais avec des pseudo Congrès où l'on étouffe la voix des participants, on peut bien rehausser un jour le prestige des bureaucrates — mais le lendemain on est incapable de réunir mille manifestants sur la place de la Concorde.

Les mineurs de Belgique dressés contre le capitalisme

1926 : grève des mineurs, puis grève générale trahie en Angleterre ! 1932 : grève des mineurs, puis grève générale en Belgique !

A son tour, le courageux prolétariat minier de Belgique, soutenu par les autres corporations, entre dans le combat. La presse ouvrière a déjà publié de larges informations sur l'action révolutionnaire du Borinage et de la région de Charleroi. Guerre aux patrons, guerre à la police, voilà le cri unanime des ouvriers ! Les gendarmes ont déjà rougi le pavé du sang de deux ouvriers. La lutte continue. L'initiative des masses, l'action communiste peuvent briser l'influence des chefs du P.O.B. qui cherchent déjà à faire rentrer le flot populaire dans « le calme ».

Nos camarades belges sont étroitement mêlés au mouvement. Il nous est matériellement impossible de donner aujourd'hui plus d'informations. Nous le ferons dans notre prochain numéro.

Que chacun envoie sa souscription à la C.G.T.U. pour le soutien de la lutte des mineurs de Belgique !

PERSPECTIVE ALLEMANDE

A la veille des élections au Reichstag

Décomposition du parlementarisme

Il semblerait que l'Allemagne est prise d'un violent « accès de démocratisme ». En aucun pays on vu tant de consultations électorales qu'en Allemagne ces temps derniers. Mais l' « orgie » d'élections n'est elle-même qu'une expression fébrile de la *crise du régime démocratique* agonisant dans l'étreinte de Hitler. Est-il possible de conserver encore des illusions ?

***

La social-démocratie allemande, par sa politique du « moindre mal », vient de faire subir une fois de plus à la classe ouvrière un rude coup. Grâce à l'aide social-démocrate, Hindenbourg — l'homme de confiance des vieilles castes monarchistes — a pu s'assurer la présidence du Reich. Nous avons vu comment Hindenburg s'est servi du pouvoir. Non contre les armées d'Hitler, mais au contraire pour mieux protéger, pour équiper les bandes de chemises brunes. Aussitôt après l'élection d'Hindenbourg Brüning fut congédié pour faire place à von Papen, qui procéda immédiatement à la dissolution du Reichstag et à l'application de toute une série de mesures (impôt sur le sel, diminution de l'allocation de chômage, réduction de la pension aux invalides de guerre, révocation de toute limitation concernant l'équipement fasciste, etc.), qui sont une espèce d'avant-goût des réalisations fascistes ultérieures. Ni la social-démocratie, ni le Centre catholique, qui avaient incité leurs adeptes à voter pour le maréchal ne trouvèrent un mot pour interpréter la colère des masses qui avaient voté pour lui, pour appeler ces masses à la résistance contre indenbourg et contre von Papen. Evidemment, les dirigeants social-démocrates ont été pris au piège, puisque c'est eux qui ont fait voter pour Hindenbourg. « Un fait brutal — disait Marx à ses juges — on ne peut l'effacer que par un autre fait brutal. » C'était à l'action violente des masses qu'il fallait faire appel pour balayer Hindenbourg et Von Papen, portier d'Hitler. La social-démocratie et le centre catholique se sont au contraire inclinés devant le « fait brutal » accompli [illegible] le président du Reich, « leur » élu, et [illegible] la partie aux nouvelles élections, [illegible] que pour contrecarrer la menace fasciste toujours plus claire et directe, pour défendre les conquêtes politiques et économiques des masses travailleuses, pour reconquérir le terrain perdu, pour se garantir ensuite contre tout retour offensif des forces fascistes ! Voilà le problème sur lequel les communistes doivent de la manière la plus pressante attirer en Allemagne l'attention des masses entraînées par la social-démocratie et le centre catholique, et qui, après l'expérience d'Hindenbourg, sont portées à être plus vigilantes et à confier de plus en plus leur salut uniquement à leurs propres forces et à leurs propres moyens.

***

En renvoyant le Reichstag, soi-disant parce qu'il ne représentait plus « la volonté du peuple », la manœuvre de la bourgeoisie allemande accomplie par l'intermédiaire d'Hindenbourg, consiste à escompter un tel succès des hitlériens que leur accession au pouvoir n'en serait que le couronnement « légitime ». Admettons que le succès des hitlériens se vérifie dans des proportions susceptibles de faire d'eux le parti le plus fort au point de vue parlementaire. Est-ce que ceci veut dire que le fascisme pourra changer de nature, qu'il entrera dans la voie parlementaire, qu'il pourra éviter ce qu'on a appelé les frais généraux du coup d'Etat ? Nullement. Le fascisme ne peut pas régner avec le Parlement ; il ne peut pas régner en gardant les « libertés » de presse et d'organisation, la liberté des partis politiques et, avant tout, en permettant l'existence des organisations de la classe ouvrière. L'apparence de la légalité ne sera utile à Hitler que pour mieux la violer, pour mieux la détruire au profit du nouveau régime de dictature qu'il veut instaurer, jusqu'à la résurrection directe des Hohenzollern.

Continuer à biaiser sur le terrain de la démocratie formelle, continuer à se leurrer d'illusions parlementaires dans la lutte contre le fascisme, signifie se vouer à l'impuissance, signifie se condamner au plus grave des échecs, signifie favoriser le jeu même de l'ennemi. Il est possible que le résultat électoral ne change pas grand'chose à la situation existante dans le Reichstag dissout, par rapport aux partis qui sont dans l' « opposition », et au parti communiste. Peut-être même ces partis retourneront-ils au Reichstag plus forts qu'ils ne l'étaient. Cette prévision trouve son fondement d'une part dans le fait que la résistance des masses à l'hitlérisme s'est faite plus active (défense armée contre les bandes brunes) et de l'autre dans le fait que l'hitlérisme agit en tant que facteur dissolvant de l' « unité » du Reich et de la société allemande, malgré que son programme parle de « créer une communauté allemande unie et centralisée ». L'attitude des Etats du Sud vis-à-vis du gouvernement central est parmi les signes les plus manifestes de cette désagrégation qui menace le Reich. C'est à la classe ouvrière et à son parti, le parti communiste, de savoir tirer, tout le profit possible de ces antagonismes qui se font jour au sein des classes dirigeantes, et de la volonté d'unité et d'action dont font preuve les larges masses.

***

Si les partis d' « opposition » démocratique sortent des prochaines élections avec leurs forces intactes, les conséquences de ce fait sont immédiatement très grandes pour la lutte contre Hindenbourg-Von Papen-Hitler. Car cette « opposition » est placée devant le dilemme : ou balayer Hindenbourg-Von Papen-Hitler ou être balayé par eux. Aucune issue pacifique « parlementaire » n'est possible. Dans l'un et dans l'autre cas, soit que les bandes fascistes acquièrent la majorité parlementaire (ce qui est le moins probable), soit que rien ne soit changé, en général, à la position des partis d' « opposition » au Reichstag, *la solution à la crise est hors du Reichstag : dans la capacité de lutte des masses contre le fascisme.* Pour cette solution, il est nécessaire d'avoir un « plan » bien net et conséquent. Le fascisme sait parfaitement bien ce qu'il veut et où il va. Appuyé par les forces de l'Etat et dirigé par les grands capitalistes, il s'entraîne chaque jour davantage dans l'art de la guerre civile pour arriver à l'écrasement du prolétariat révolutionnaire. Si l'on permet au fascisme d'arriver au pouvoir, ce sera dans des conditions beaucoup plus difficiles que le prolétariat devra mener le combat pour la défense de ses libertés et de son existence. Attendre que l'ennemi nous saisisse à la gorge pour se dresser contre lui, c'est réduire toutes nos possibilités de succès sur lui. Ce problème, que les communistes doivent poser instamment devant les masses et surtout à la social-démocratie, est le problème que les communistes doivent avant tout se poser à eux-mêmes de la façon la plus claire et conséquente.

La lutte pour le nouveau Reichstag doit devenir la lutte pour le rassemblement des forces prolétariennes anti-fascistes sur un seul front révolutionnaire. On n'écrasera pas le fascisme, on ne sauvegardera rien de la « démocratie » tant que le fascisme garde son organisation et ses armes. Pour sauvegarder les libertés et les droits des travailleurs, il faut mener une lutte révolutionnaire pour créer un nouvel appareil d'Etat capable d'assurer le libre développement des classes exploitées, l'*Etat ouvrier.* A la solution fasciste, il faut opposer la solution prolétarienne de l'Etat et du gouvernement, à la dictature fasciste opposer la dictature du prolétariat.

La République de Weimar meurt dans les bras d'Hitler. Vive la lutte pour la République soviétique, au profit des classes travailleuses ! C'est dans cette voie que le combat doit être mené. Mais pour que le combat soit victorieux, il faut que le parti communiste par sa tactique sache : 1) unifier la classe ouvrière dans la lutte pour la défense immédiate de ses conquêtes politiques et économiques ; 2) élargir les épisodes de lutte armée et isolée d'une maison de syndicats, d'un journal, etc., d'une grève partielle, à la lutte générale sion des bandes fascistes ; 3) profiter de toutes les lézardes qui se produisent au sein de la classe dominante pour l'empêcher de coordonner son action anti-prolétarienne ; 4) entraîner dans la lutte tous les alliés possibles.

Les possibilités de succès qui s'ouvrent au parti communiste et à la classe ouvrière en Allemagne sont immenses. Le fascisme a conquis bon nombre de positions ; mais la voie de la victoire ne lui appartient pas encore. Pour que cette voie lui soit assurément et définitivement barrée, il faut que la classe ouvrière réalise son unité d'action, ce qui dépend toujours de la politique du parti communiste, c'est-à-dire de la capacité du parti communiste allemand de s'assimiler l'enseignement marxiste de Lénine et la critique vivante du camarade Trotsky.

Après Lausanne

«Que l'Amérique fasse entendre sa grande voix»

« Nous voyons devant nous les routes larges qui nous conduiront dans un monde ou règneront en paix, la sécurité et la prospérité », a déclaré MacDonald dans son discours de clôture de la conférence de Lausanne. Le pape, moins emphatique, aurait simplement dit: « *C'est peu, mais c'est toujours quelque chose. Dieu soit loué.* » Le pape dit plus vrai que le ministre chrétien de la Cité. Peu de choses? Mais quoi?

La Conférence a liquidé à peu près le plan des réparations. La crise européenne, la pression des Etats-Unis sur le continent, la pression de l'Angleterre et de l'Italie sur la France ont eu raison de la partie financière du traité de Versailles. L'impérialisme français avait déjà vu sa proie s'en aller morceau par morceau entre ses mains. Il n'a pu se résoudre à tout abandonner et a revendiqué le maintien sur le papier d'un solde « substantiel » de trois milliards. Hitler évalue déjà ces trois milliards à trois marks.

Treize ans après la guerre, les puissances européennes n'ont pu encore enterrer le plan de liquidation de la guerre. Si c'est à travers la guerre européenne que l'Europe s'est engagée dans la crise continentale, les treize dernières années pendant lesquelles elle s'est débattue dans les liens du traité de Versailles n'ont fait qu'aggraver ses contradictions et sa situation interne. La partie de l'hégémonie allemande et la partie de l'hégémonie française s'avèrent également perdues. L'Europe ne parvient pas à se dégager de ce système au travers de ses pénibles conférences tenues sous la pression croissante de la crise et du prêteur américain.

La France est la grande vaincue de cette conférence européenne qui ne comporte pas de vainqueurs. Elle doit renoncer au « tribut » sans espoir de retour. Cette perte sèche se double d'une perte plus grave : l'effondrement d'un pilier essentiel du système de Versailles. Les tractations « symboliques » autour de l'annulation de la « clause politique » de la reconnaissance de la culpabilité de l'Allemagne — l'offre par von Papen des six cents millions de lentilles contre la reconnaissance de ce droit d'aînesse, — consacrant en tout état de cause le passage vers une situation nouvelle. Alors que Peri parle dans l'*Humanité* des *diktat* du gouvernement radical, Berlioz enregistre dans la *correspondance internationale* que *l'impérialisme français ne fait plus la loi.* Cette conférence où les Etats-Unis abandonnent l'Europe et la France en première ligne à la solution difficile et forcée de ses difficultés internes constitue l'épilogue morose du voyage de Laval à Washington — et des négociations dont la presse bourgeoise française tirait des leçons superbes.

On ne peut encore savoir quels avantages matériels, quelles « réadaptations » économiques à la situation nouvelle sortiront de la conférence pour la France et l'Allemagne. Mais déjà toute une aile politique en France est prête à s'engager plus résolument dans la seule voie ouverte : la voie du « coup d'éponge ». Elle fait grief au gouvernement Herriot de ne pas s'y avancer avec assez de liberté et de n'en pas tirer tous les bénéfices possibles.

(Lire la suite page 3)

BRISONS LE COMPLOT !

A Genève, les puissances de proie s'affrontent dans la lutte pour les armements. La crise aggrave chaque jour l'instabilité de l'Europe bourgeoise. Le spectre de la guerre impérialiste se dresse plus menaçant devant le prolétariat. Plus que jamais le parti issu de la lutte bolchevik contre la guerre impérialiste doit remplir sa tâche : dévoiler devant le prolétariat les préparatifs de guerre de la bourgeoisie.

Parce que dans cette période qui précède la guerre, il aborde cette tâche, la bourgeoisie attaque notre parti. Le gouvernement radical-socialiste poursuit la besogne de classe du gouvernement tardieusard : l'excitation nationaliste et la tromperie pacifiste servent également contre le parti du prolétariat. La police spéciale a cuisiné un complot d'espionnage cousu de provocations : elle essaie de prendre dans ses mailles les correspondants ouvriers coupables de renseigner leur classe sur ce qui se prépare dans les usines où on les exploite pour la fabrication des instruments de carnage.

Dans cette démocratie, un ouvrier qui renseigne sa classe est « un espion ». Entre les principales fabriques, Schneider, Vickers, Maxim, Hotchkiss, Krupp, Skoda, d'usine de guerre à usine de guerre, d'arsenal à arsenal, d'armée à armée, un échange constant de capital, de personnel, de direction, de commandes, de fournitures est la règle. Entre gouvernements une chaîne incessante de conférences, de revues techniques, d'envois de missions militaires et d'attachés spéciaux se poursuit. Mais ces informations et ces collaborations ne sortent pas des sphères des classes dominantes. Qu'un ouvrier informe ouvertement sa classe sur ce qui se trame au grand jour dans l'usine où il est exploité: c'est un espion.

Dans cette action qui prépare l'activité de classe du parti du prolétariat devant la guerre, l'opposition de gauche est sans réserves solidaire de son parti. Devant les coups de la répression, l'opposition de gauche est sans réserves solidaire de son parti. Dans l'attaque de la bourgeoisie pour atteindre les correspondants ouvriers, les frapper et les discréditer, l'opposition est avec le parti pour l'intensification de ses efforts pour dévoiler pratiquement les préparatifs de guerre, pour le développement de la lutte léniniste contre la guerre impérialiste.

Il est nécessaire pour notre parti d'entreprendre une ample action de classe pour briser le complot, pour éclairer les masses ouvrières sur la préparation de la bourgeoisie à la guerre civile et impérialiste et sur le prétendu complot, pour arracher à la classe exploiteuse par un large mouvement de masses la justice, du prolétariat.

La répression frappe les J. C. et les Jeunes oppositionnels

Le gouvernement de « gauche » fête avec éclat ce jour de 14 juillet où le peuple parisien a enfoncé les portes de la Bastille. Mais en même temps il renforce l'appareil de sa répression. Les militants jeunes communistes, les vendeurs d'Avant-Garde, les propagandistes révolutionnaires dépérissent dans ses geôles (où certains comme Hardouin deviennent fous). La bourgeoisie poursuit Guyot de sa haine. Elle veut le condamner comme insoumis parce qu'il a refusé de se livrer entre ses pattes pour effectuer, outres ses périodes, les condamnations odieuses dont elle l'accablait pour son action militante. Nous voulons mener la lutte pour la libération de Guyot sans oublier d'y associer le camarade Carré, au bagne de Méchéria et le camarade Fourvières, militant des J. C. de Clermont-Ferrand.

Nous ne devons pas oublier d'y associer aussi nos camarades jeunes oppositionnels que la bourgeoisie frappe, même en France, en dépit de notre petit nombre. *Notre camarade Emilien vient d'être frappé d'une scandaleuse expulsion. Un autre camarade vient d'être condamné à la maison de correction jusqu'à sa majorité.* Nous reviendrons sur les circonstances de ces marques de sollicitude de la justice bourgeoise. Nos camarades sont frappés à cause de leur attachement à la cause communiste, parce qu'ils ont montré que, quoique exclus, ils demeuraient des militants communistes actifs.

Ainsi quoique nous soyons peu nombreux en France, la bourgeoisie ne nous ménage pas ses coups et n'a pas l'air de croire que nous sommes « l'avant-garde de la contre révolution ! » (nous nous en apercevons déjà dans les manifestations). Bien entendu l'Avant-Garde ne parlera même pas, sans doute, de nos amis frappés par la répression. Nous, par contre, nous nous déclarons solidaires de tous les jeunes communistes persécutés par la justice bourgeoise, qu'ils soient majoritaires ou oppositionnels.

Déjà à notre dernière réunion nous avons fait pour Emilien une collecte qui a réuni 70 fr. Mais la solidarité la plus efficace pour nos deux camarades sera celle de la lutte sans merci contre le capitalisme, ses flics et ses juges, pour jeter à bas toutes les Bastille que les bourgeois ont édifiées pour assurer leur domination. Dans ce combat, tous les jeunes ouvriers révolutionnaires, communistes majoritaires ou oppositionnels, doivent marcher ensemble fraternellement.

La Vérité des Jeunes.

COMMANDEZ

LA LUTTE DE CLASSE NUMÉRO DE JUILLET

AU SOMMAIRE :

L'a bureaucratie stalinienne aux abois !

L. Trotsky :

Ne touchez pas à Rosa Luxembourg

et

Lettres de Moscou

que chaque militant voudra lire.

Le Numéro . 2 fr.

En vente dans tous les kiosques à partir du 25 juillet.

LA GUERRE CIVILE EN ALLEMAGNE

CE QUE L'"HUMANITÉ" CACHE

La réalisation du front unique à travers la presse ouvrière allemande

Peut-on réaliser réellement le front unique prolétarien ?

Les journaux ouvriers allemands apportent tous les jours une abondante documentation sur le développement de la lutte de classes en Allemagne. En publiant des extraits d'un article de Thaelman, l'*Humanité* est enfin obligée d'écrire (6-7-32) : « *Les ouvriers français qui suivent avec un intérêt de plus en plus profond les péripéties de la lutte de classe — de* LA GUERRE CIVILE *déjà commencée en Allemagne — doivent lire la réponse de Thaelman*, etc. » :

Comment! la *guerre civile* est déclanchée en Allemagne, dans le pays capitaliste le plus développé de l'Europe, et l'*Humanité* se contente de donner au prolétariat français des informations au compte-gouttes ? Est-ce ainsi que le Parti peut appeler des travailleurs français à l'aide des ouvriers allemands en lutte? Nous essayerons ici de donner quelques extraits de la presse ouvrière allemande, pour permettre à nos lecteurs de se former une opinion, pour avoir des arguments sous la main dans la polémique journalière : malheureusement, nous ne remplacerons pas ainsi le travail immense que pourrait faire tous les jours l'*Humanité!*

Le tournant du P.C.A. Vers le front unique

Nous avons déjà parlé du commencement de tournant dans la question du front unique que la pression des ouvriers et la pénétration des idées de l'opposition ont forcé la direction du P.C.A. à accomplir. Voici comment Remmele présenta les choses dans un discours prononcé à Teltow :

« *Après les élections de Prusse, une volonté puissante de lutte commune contre le fascisme se manifesta au sein de la classe ouvrière. Dans son discours au Palais des Sports, notre camarade Thaelman a déclaré à tous les ouvriers : « Nous, communistes, nous voulons le front unique dans la lutte contre le fascisme et pour les revendications ouvrières,* AVEC TOUTE ORGANISATION *prête à lutter. Nous ne posons pas la question du front unique d'une manière formelle. Nous ne posons qu'une seule condition ; il est vrai que c'est une condition décisive : nous demandons* la lutte véritable *contre le fascisme et pour les ouvriers.*

L'histoire a vu une situation semblable dans la lutte de la classe ouvrière russe. LORSQUE L'INSURRECTION DE KORNILOV MENAÇAIT, *les bolcheviks se firent donner des armes par le gouvernement Kerensky, et Kornilov fut battu. De la victoire sur Kornilov est issue la révolution d'octobre victorieuse et le pouvoir des Soviets.*

Le gouvernement von Papen légalise de nouveau les bandes fascistes et déchaine les assassinats et la vague de meurtres contre les ouvriers. Nous demandons à Severing et Grzesinski l'abrogation des dé[illegible] *la classe ouvrière. Je demande aux ouvriers social-démocrates, si 700 à 800.000 ouvriers socialistes et communistes font une manifestation à Berlin, qu'adviendra-t-il du gouvernement von Papen. Je demande : quel ouvrier social-démocrate s'oppose à ce que Severing livre l'interdiction contre l'Union des Combattants rouges ? etc.* ». (Rote Fahne du 17-6-32).

Ainsi, le P.C.A. a été obligé de s'engager dans la voie du front unique. Mais peut-il suffire d'un demi-tournant, sans explications? Suffit-il de s'adresser *une fois* aux organisations réformistes ? Nullement ! Il faut persévérer, mettre journellement les dirigeants social-démocrates au pied du mur.

La direction social-démocrate contre le front unique

Il a suffi que le P.C.A. s'engage, même confusément et d'une manière peu sincère, dans la voie du front unique, pour que la direction social-démocrate s'inquiète et se démasque. Voici une circulaire publiée par le *Vorwaerts*, dans laquelle les dirigeants social-démocrates essayent d'enrayer la poussée ouvrière vers le front unique de lutte :

« ... *Les aveux du C.C., du P.C.A., ainsi que ceux des dirigeants et de la presse communiste, montrent bien clairement que l'action soi-disant antifasciste de ces milieux n'est en réalité qu'une action antisocial-démocrate. Ils déclarent expressément qu'il ne saurait y avoir de front unique avec les chefs social-démocrates. Toutes les invitations de la social-démocratie à cesser d'abord la lutte réciproque et à concentrer les forces contre l'ennemi commun, furent repoussées dédaigneusement. La circulaire du 4 juin du C.C. du P.C.A. confirme nettement que, même dans les luttes actuelles, l'assaut principal doit être dirigé contre la social-démocratie.*

Cela prouve que le P.C.A. ne veut pas dans les faits le « front unique prolétarien » qu'il préconise dans les mots. Ce mot d'ordre ne doit servir que d'appas propre à gagner au P.C.A. des membres et des électeurs social-démocrates. Chacun pour qui l'idée d'une véritable unité prolétarienne est une chose grave et sacrée, se détournera avec indignation d'une manœuvre aussi déloyale.

S'il le voulait, le P.C.A. pourrait concentrer opportunément dans la lutte électorale actuelle ses efforts à regagner la masse des électeurs qui l'ont quitté pour rejoindre les nationaux-socialistes. Par une telle orientation de la lutte, il pourrait réduire à un minimum les frictions avec la social-démocratie. Mais si ce n'est pas cela qu'il veut, s'il dirige l'assaut principal contre nous, alors le front d'airain en tant que front de défense doit aussi rester fermement lié contre lui.

Combien les communistes prennent peu au sérieux le front unique prolétarien, c'est ce que prouvent en outre les récents votes parlementaires, surtout au Landtag de Prusse, où nationaux-socialistes et communistes se sont rejoints dans la lutte contre les sociaux-démocrates. On ne peut pas former le front unique prolétarien avec la social-démocratie en dehors du Parlement, lorsqu'à l'intérieur de celui-ci, on forme le front unique avec les nationaux-socialistes contre la social-démocratie.

Donc, camarades, ouvrez l'œil. Quiconque est éduqué politiquement sait que seules les directions centrales des partis sont à même de mener des pourparlers susceptibles d'engendrer des succès. Des négociations locales, au lieu de créer l'unité et la clarté, n'amènent que la dissension et la confusion. Il faut donc les éviter strictement. » (Vorwaerts, 29-6-32.)

En persévérant dans cette voie, le P.C.A. acculera la direction social-démocrate dans ses derniers retranchements. Sans faire aucune concession sur son programme politique, il gagnera les masses ouvrières réformistes. MM. les socialistes du *Populaire*, pourquoi vos amis d'Allemagne refusent-ils de réaliser le front unique ? Voilà la question que chaque ouvrier posera !

«Maintenant lève-toi, Berlin rouge!»

En même temps, les chefs social-démocrates ont été obligés d'interdire *eux-mêmes* le *Vorwaerts*, c'est-à-dire leur propre journal. Ils sont coincés entre l'aile droite bourgeoise qui les fait capituler à chaque instant, et la masse ouvrière qui veut les entrainer à la lutte. La veille de la suppression (pour cinq jours) du *Vorwaerts*, celui-ci paraissait avec la manchette suivante en énormes caractères :

Maintenant lève-toi, Berlin rouge !

Et le lendemain, une manifestation monstre groupa des dizaines de milliers d'ouvriers réformistes. C'est justement une raison pour laquelle nous devons poursuivre notre action de front unique. C'est la seule voie qui fera basculer la direction social-démocrate et groupera les grandes masses derrière les drapeaux communistes.

Le Parti Socialiste Ouvrier et le front unique

Si le P.C. ne prend pas hardiment l'initiative dans ce domaine, ce sont les partis intermédiaires, comme le Parti socialiste ouvrier, qui tâcheront d'en tirer profit. Or, la direction de ce parti ne réclame pas le front unique pour grouper les masses en vue d'une action, pour pouvoir détacher les masses de la direction social-démocrate. Il veut *l'unification de programme* des partis ouvriers. C'est la carence du Parti qui lui permet d'écrire ceci :

« *Ce qui semblait inimaginable il y a encore quelques semaines, se réalise maintenant dans de nombreux endroits : par-dessus tous les fossés, la classe ouvrière de tous les partis et de toutes les organisations trouve le chemin de la lutte commune contre le fascisme et la réaction sociale. Nous pouvons dire avec fierté que ce sont là les fruits d'un travail minutieux et plein de sacrifices du S.A.P. Déjà, au sein du parti socialiste, les cadres du S. A. P. actuel avaient défendu irréductiblement le front unique. La parole que Seydewitz avait alors prononcée : « Plutôt dix fois avec Thaelman qu'une fois avec Grœner » est devenu le terrain préféré pour le travail du S.A.P.*

Bien que la propagande de l'idée d'unité n'était pas encore susceptible de donner de grands résultats extérieurs pour le S.A.P. Bien que cette idée ait même été momentanément un obstacle à la construction rapide de notre organisation, on peut cependant constater aujourd'hui combien fut juste la revendication du front de classe, celle du bloc ouvrier, et combien cette idée, grâce à notre propagande infatigable, s'est enracinée dans toutes les organisations ouvrières. En plus du bloc dans la lutte extra-parlementaire, les ouvriers exigent d'une façon de plus en plus urgente une LISTE COMMUNE *des partis ouvriers aux prochaines élections du Reichstag. Cela doit témoigner non seulement de l'unité du sort de tous les groupes, mais empêcher en outre la perte de voix ouvrières...*

Des ouvriers tombent encore quotidiennement sous les balles ou les poignards des bandits des sections d'assaut. Des dizaines d'ouvriers sont frappés ou blessés tous les jours. Mais déjà la classe ouvrière se rassemble pour la résistance active. Une volonté de lutte telle qu'elle n'a jamais existé règne dans la classe ouvrière qui met un terme à la lutte fratricide pour mener d'autant plus énergiquement et victorieusement la lutte contre l'ennemi de classe. » (Kampfsignal du 3-7-32.)

Le *Kampfsignal* du 9 juillet écrit à nouveau à propos des manifestations monstres de la semaine dernière :

« *Les manifestations du P.C. et du P.S. de dimanche et de lundi dernier ont prouvé que les ouvriers comprenaient la situation actuelle. Des masses telles qu'on n'a pas pu en rassembler depuis dix ans se sont rendues des quartiers ouvriers au centre de la ville. Mais non seulement la masse en elle-même, mais aussi son état d'esprit était significatif. C'est pour la première fois qu'il n'y eut pas de friction entre les social-démocrates et les communistes. Au contraire. Aux manifestations communistes on pouvait voir de nombreux participants social-démocrates, et inversement, aux manifestations social-démocrates, beaucoup de communistes.*

Bien que les deux bureaucraties n'aient pas pu se mettre d'accord pour une manifestation commune, les appels publiés par leur presse se distinguaient tout à fait de ceux d'autrefois. Le Vorwaerts déclara expressément que « la manifestation est dirigée exclusivement contre l'ennemi de droite et qu'on doit s'abstenir de toute polémique contre d'autres partis, en particulier contre le P.C.A. »

En résumé, il est clair que le tournant esquissé par le parti allemand commence à porter ses fruits. Mais pour que ce ne soit pas la social-démocratie ou le S.A.P. qui bénéficie en fin de compte de cette tactique, il faut que le P.C.A. fasse beaucoup plus ouvertement ses propositions d'action, et surtout qu'il montre que derrière la lutte de front unique contre le fascisme surgira inévitablement le problème du pouvoir.

Depuis quelques semaines, le parti a sérieusement transformé ses méthodes d'organisation. Il a dressé un puissant mouvement « d'action antifasciste ». Il s'est adressé en de nombreux endroits aux organisations syndicales et politiques réformistes. De nouveaux problèmes se posent. La lutte antifasciste n'est pas un but en soi-même. C'est le devoir le plus urgent à remplir; toutes les forces doivent être tournées de ce côté. Mais pour que cela se fasse *au bénéfice* de l'aile révolutionnaire, il faut tracer une large perspective de lutte pour le pouvoir. Il faut mettre en avant un programme de gouvernement prolétarien, car la question n'est plus aujourd'hui de revenir, selon le vœu de la social-démocratie, à une « deuxième république »... bourgeoise, mais de marcher, à travers la lutte contre le fascisme, vers la révolution prolétarienne, vers la dictature du prolétariat.

Sanglantes batailles dans tout le Reich

CE QUE L'"HUMANITÉ" NÉGLIGE

Les bandes d'Hitler multiplient leurs exploits sanglants. Comme en Italie, elles font peser la terreur sur les villes et les campagnes. C'est maintenant tous les jours que des agressions, des assassinats ont lieu. Nous dressons ici, d'après la « Rote Fahne », un bilan des agressions fascistes depuis le 1er juillet. Que nos camarades français comprennent par ces seuls exemples que c'est maintenant le sort de la classe ouvrière européenne qui se joue en Allemagne ! Dressons-nous pour son soutien !

1er juillet, à l'Université de Berlin

1er juillet. A L'UNIVERSITE DE BERLIN. — Les bandits étudiants fascistes ont attaqué à coup de matraque et de couteaux des étudiants anti-fascistes. **Trois étudiants communistes, 3 social-démocrates et un autre du S. A. P.** ont été blessés grièvement.

A Dresde

A DRESDE, le 29 juin, dans le faubourg de Leubau, un groupe **nazi, à assailli deux ouvriers** social-démocrates qui ont été gravement blessés. De nombreux ouvriers, accourus pour les protéger, les bandes des lâches nazis s'enfuirent.

A Halle

A HALLE, le 29 juin, **une section d'assaut en uniforme a provoqué des ouvriers révolutionnaires** dans un quartier ouvrier. Lorsque parut la police, elle prit le parti des nazi contre les communistes. La police ayant été soi-disant attaquée à coup de pierres, elle fit usage de ses armes. Deux policiers ont été blessés, on n'a pu établir s'il y eût des pertes du côté des ouvriers.

2 Juillet

2 juillet. — Au pont de Janowitz (Berlin) **un ouvrier fut assommé** par 6 fascistes. Les terrassiers se trouvant à proximité accoururent immédiatement pour le défendre. Une section de la Ligue de Lutte et quelques camarades de jeunes socialistes intervinrent. Les nazis prirent la fuite. (A cette occasion fut décidé un comité de défense permanent.)

A [illegible] h. 1/2, le **bandit nazi Trumpelman, tira dix coups de revolver**, à Schöneberg, sur deux ouvriers révolutionnaires en pleine rue. L'un fut blessé gravement par deux projectiles, et l'autre par trois. Les deux victimes de la vermine fasciste se débattent actuellement contre la mort à l'hôpital... Cette agression eut lieu à la suite d'une discussion.

Neuf ouvriers tués en un jour

NEUF OUVRIERS TUES EN UN JOUR. — A **Hattingen** (Ruhr), le camarade Lubberich fut assassiné, et le camarade Scholtz abattu par un coup de revolver dans les poumons. A **Cologne**, un motocycliste fasciste a tué un prolétaire, père de famille, Deux autres ouvriers sont blessés. A **Berlin**, un policier a abattu nos camarades Gericke et Schöneck. A **Francfort-sur-Oder**, deux ouvriers social-démocrates se sont effondrés sous le feu des bandes hitlériennes.

3 juillet, Hambourg

3 juillet. HAMBOURG. — Après son assemblée du P. C. de Krempl, à Dittmarchen, les camarades de Lunden, rentrant chez eux furent subitement assaillis par une pluie de balles, de 300 nazis. **Le camarade Frahm fut tué** d'une balle dans le ventre. Les camarades Blesch et Krach, furent blessés au bras et au pied.

A Berlin

A BERLIN, un camarade a été assassiné : des nazis ont organisé, installés sur une **motocyclette**, une attaque armée contre le local ouvrier Fischer (Voigtstrasse). Ils ont tiré 6 à 8 coups dans le local. Il y eut aussi un blessé grave.

— Vers 11 heures des nazis ont passé à toute vitesse en automobile devant le local Karl Richter (**Berlin** N. Gottschedstr.). Ils tirèrent 6 coups qui atteignirent deux femmes, toutes deux blessées à la cuisse. 20 minutes plus tard, la police apparut. Un fasciste fut arrêté. Peu de temps avant cette attaque ,la même automobile fasciste parcourut la rue Oudenarde et passa devant le local Koch. Quelques personnes furent blessées.

A Mariendorf

— A **MARIENDORF**, une automobile privée passa très lentement devant le local qui se trouve dans la Kurfurstenstr. 15 à 20 coups de revolver furent tirés. Quelques consommateurs furent blessés. A **STEGLITZ**, sur une **motocyclette** fasciste des bandits fascistes tirèrent contre le local ouvrier qui se trouve dans la Albrechtstr. Heureusement personne ne fut blessé. Dans le « **Angriff** », **Goebbels** se vante officiellement de ces actions d'assassins.

A Wedding

A WEDDING. — Dans la nuit de vendredi à samedi, les Sections d'Assaut ont tiré des coups de revolver et frappé à coups de couteau dans différents endroits. Les chiens noirs ont frappé l'ouvrier Zahbel à coups de poignard dans le dos, et l'ont abattu d'un coup de revolver. O. Zahbel, grièvement blessé, est hospitalisé.

Dans la Neue Hochests et au Leuzenerplatz, les hordes des S. A. ont provoqué des chocs graves. Possédé de sadisme bestial, un groupe de S. A. prit une troupe de nazis qui venait à sa rencontre pour la « Commune », et tira dedans. D'un coup de revolver dans le cou, un nazi fut blessé à mort.

Vendredi, recommencèrent les provocations fascistes, le soir, vers 8 h. 1/2, dans la Neue Hochstrasse. **Devant le local ouvrier Lassam,** les nazis injurièrent les ouvriers; mais lorsque des membres des « groupes d'auto-défense de maison » arrivèrent en hâte, ils prirent la porte. Subitement, vers 11 h., une motocyclette avec une remorque sans lumière survint. Devant le local Lassam, 4 à 5 coups de revolver furent tirés de la moto. Les ouvriers se retirèrent dans le local et fermèrent les volets; ils sauvèrent ainsi leur vie, car au même instant, les nazis postés aux différents coins de rue tirèrent dans toutes les directions, dont 40 à 50 coups de feu contre le local Lassam. Au même instant, une autre troupe fasciste survint, venant de l'autre côté de la rue. Les nazis qui étaient en train de tirer les prirent aussi pour des communistes et se tournèrent contre eux. Blessé au cou, le nazi Steinberg s'effondra. Trois autres furent blessés.

La Section « d'auto-défense de maison » s'était rassemblée et les nazis s'enfuirent. Un policier vint à leur rencontre revolver au poing, mais laissa passer les nazis, bien qu'ils étaient visiblement armés. Le policier demanda à des passants qui avait tiré. On lui répondit que c'étaient les nazis qui venaient de passer devant lui; malgré cela le policier continua dans le sens opposé. Dans leur fuite les bandits nazis assommèrent dans la Neue Hochstrasse, le portier Kniest et le tailladèrent de coups de couteau.

A 1 h. moins le quart, les hordes de Goebbels revinrent. Au Leuzenerplatz ils voulurent entrer dans la Neue Hochstrasse, Voyant que la rue était pleine d'ouvriers ils se rassemblèrent; dans l'agitation, ils tirèrent de nouveau sur eux-mêmes. Du coin de la Schönewaldstrasse, ils assaillirent l'ouvrier O. Zahbel, qui ne put s'enfuir.

La police assassine

LA POLICE ASSASSINE. — Berlin. Dans la nuit, vers 1 heure, la police prit des mesures inouïes dans la Rostockerstrasse (Moabit); à cause de la chaleur, beaucoup d'habitants avaient laissé les fenêtres ouvertes. La patrouille exigea que les fenêtres soient immédiatement fermées. Plusieurs habitants ayant exprimé leur mécontentement au sujet de cette exigence, un des policiers arracha son fusil de l'épaule et tira 3 coups de feu. Une autre patrouille survint et tira également. Un camion d'attaque et une auto-blindée arrivèrent. Le portier de la maison située Rostockerstrasse 2, fut chassé de son lit et obligé de remettre les clefs des caves et greniers. — La police fouilla la maison de fond en comble. Les habitants furent, au milieu de la nuit, chassés brutalement de leur lit. La presse bourgeoise prétend qu'on avait tiré des fenêtres.

5 Juillet

5 Juillet. — A l'entrée du Stade où avaient lieu les épreuves pour les Spartakiades à **ESSEN** (Ruhr), les fascistes et la police provoquèrent les ouvriers. Une grave échauffourée survint, la police voulant interdire certaines chansons. **Il y eut 24 ouvriers blessés, et un policier tué.**

Le soir, nouvelles collisions entre les ouvriers rentrant chez eux et la police et les nazis. Soi-disant des pierres auraient été lancées contre les camions de la police. Partout la police tira. **Un ouvrier sans parti fut tué** d'un coup à la tête. Un autre gravement blessé au ventre. Les nazis guettèrent le cam. des jeunesses Werman et le blessèrent mortellement à coups de couteau.

Kassel

KASSEL. — A l'occasion d'un **défilé de fascistes** à Eschwege, près de Kassel, se produisirent hier, de graves collisions entre toute la population ouvrière et les S. A. provoquantes. Par leurs cris, les masses empêchèrent de parler place du Marché l'orateur fasciste. Par suite, la police sévit, d'accord avec les S. A. contre les ouvriers. A quelques mètres de distance, la police de Severing tira sur les ouvriers. Un ouvrier communiste et un ouvrier social-démocrate furent tués par les balles de la police de Severing.

Minden (Westphalie)

MINDEN (Westphalie). — Sans aucune raion, les bandits nazis tirèrent hier soir dans une rue ouvrière. Un ouvrier sortant par hasard justement d'un bistro, fut blessé si gravement qu'il mourut ensuite à l'hôpital.

Kottbusertor (Berlin)

Kottbusertor (BERLIN). — Hier soir, un bandit des S. A. tira sur un groupe d'ouvriers, blessant légèrement 2 ouvriers, tandis qu'un ouvrier du Reichsbanner fut blessé mortellement. Les ouvriers corrigèrent le lâche assassin, qui dut être admis à l'hôpital. Les ouvriers, sans distinction de parti, se rendirent ensuite dans la retraite des assassins nazis, dans la Skalitzerstrasse et la démolirent. Les ouvriers décidèrent d'organiser une manifestation commune dans la Salle des Fêtes d'Ewald pour souder plus fortement encore le front unique anti-fasciste.

6 juillet, Essen (Ruhr)

6 juillet. — ESSEN (Ruhr). — L'ouvrier Heinrich Steinweg, de Dortmund-Bracke, qui reçut dimanche de la police un coup de revolver au cou est mort ce matin.

7 Juillet

7 juillet. — 4 jeunes **chômeurs** ayant pris hier dans la maison Diana des aliments, furent poursuivis et assaillis sur la route menant de Erckener à Neu-Zittar par une auto de policiers. L'un des jeunes chômeurs, gravement blessé d'un coup de revolver dans le dos, tomba de sa bicyclette en pleine marche. Il fut arrêté, ainsi qu'un autre. Deux parvinrent à s'enfuir.

— Mardi après-midi, un **canot à moteur** portant le drapeau fasciste, passa le long du canal de **Spandau (Berlin)**. Les occupants du bateau injurièrent les chômeurs qui se baignaient entre les ponts de Muheritz et Hinkeldey en leur criant « Vive Hitler ». On leur répondit « **A bas Hitler !** » Sur quoi, les nazis tirèrent leur revolver et **tirèrent sur les chômeurs.** 2 jeunes furent blessés. L'un reçut une balle dans le bras, l'autre au genou. Indignés, les baigneurs jetèrent des pierres vers le canot, blessant l'un des assassins.

8 juillet, Gollnov

8 juillet. — GOLLNOW. — Au cours de la grève des ouvriers du bois qui sévit depuis quelques jours, il y eut hier des collisions entre les grévistes et les jaunes. L'entrepreneur fit venir la police qui tira sur les grévistes. L'un d'eux fut gravement blessé par la police de Severing.

9 Juillet

9 juillet. — Mercredi soir, vers 11 h. moins le quart, une bande nazi tira sur le local ouvrier Beeckmann, à **Pankow (Berlin)**, Breitegstrass, 2. Les bandits lancèrent des pétards de gaz et lancèrent des pierres et des bouteilles de bière à travers les vitres. Un ouvrier fut gravement blessé et dut être transporté à l'hôpital. Les hitlériens tirèrent sur la femme du propriétaire du café, trois coups de revolver, qui heureusement manquèrent leur but. Lorsque la police parut, la horde avait depuis longtemps disparu. Le lendemain, 30 fascistes sortirent de leur caserne pour provoquer la population. Les ouvriers et les passants exigèrent que la police les fouille. On trouva un revolver sur l'un d'eux qui fut reconnu comme ayant participé la veille à l'assaut contre le local ouvrier, et arrêté.

10 juillet, Francfort-sur-Mein

10 juillet. — FRANCFORT-SUR-MEIN. — Hier soir, les bandits des S. A. traversèrent le bourg ouvrier de Nied, se rendant à Höchst. Bien que le défilé ait été interdit, la police déblaya brutalement la rue pour le passage de la peste brune, abattant des hommes et des femmes. Les ouvriers alarmés se rassemblèrent devant la mairie ou environ 50 nazis furent roués de coups. Intimidée par la colère sans borne des ouvriers, la police fit disparaître ses matraques.

Un peu avant minuit, une auto de la police apparut, qui fut aussi reçue à coups de pierres lancées par les ouvriers. La police se mit à tirer et blessa un ouvrier. Prè de la **Niddabrücke** les ouvriers construisirent des barricades pour barrer la route aux fascistes. Ce n'est que vers le matin qu'ils osèrent rentrer chez eux, sous une forte escorte de police.

Hirschberg (Silésie)

HIRSCHBERG (Silésie.. — Hier soir, les bandits nazis de toute la contrée ,tentèrent d'attaquer un camp de jeunes ouvriers socialistes à Schmiedeberg. Les bandits des S. A. cernèrent le camp et le bombardèrent de pierres. Lorsque, les ouvriers immédiatement avertis, accoururent, ils tentèrent de fuir. Dans la bagarre, 16 nazis et 10 ouvriers furent gravement blessés. La police, fouillant ensuite les assassins nazis, trouva des douzaines de revolvers, de matraques, de coups de poings américains.

La section d'assaut 33 de **CHARLOTTENBURG** (Berlin) a de nouveau attaqué et tiré sur des ouvriers. Sous la protection de la police les nazis avaient distribué le matin des tracts dans la Havelstrasse, mais durent finalement se retirer dans leur repaire, situé dans la Hebbelstrasse. En cours de route ils attaquèrent un local ouvrier dans la Grünstrasse.

Les nazis jetèrent un ouvrier à bas de sa bicyclette en criant : « Ça c'est un type de la Commune ! » La police arrêta l'ouvrier mais dût bientôt le relâcher. Tandis que la horde fasciste, forte d'environ 30 hommes assaillit les ouvriers à coups de matraques et de pierres, tandis que Scheffler, dirigeant des nazis frappait les ouvriers à coups de bêche et que les ouvriers s'enfuirent, l'auto de police n° IA 45.951 longea la Grünstrasse dans laquelle se trouve le local des ouvriers.

Assassins d'enfants

Assassins d'enfants. — Les capitalistes habitent à **Grunewald** (Berlin); les prolétaires habitent dans le Fischerkietz. Lorsqu'ils veulent entreprendre des expéditions punitives, où vont les sections d'assaut ? Non pas à Grunewald, mais au Fischerkietz. Là habite Helmut Selten, âgé de 13 ans. C'est un enfant chétif, le plus jeune de 8 frères et sœurs.

Jeudi soir, 23 juin, Helmut et ses amis s'amusent dans la rue. Tout à coup, l'un des gosses s'écrie : « Voilà les nazis ! » Avant qu'ils ne puissent s'enfuir, les fusils des nazis balayent la rue. Les blessés nagent dans leur sang, parmi eux, Helmut. Les nazis hurlent : « **Sortez donc, chiens rouges, nous sommes dans le Troisième Empire !** » Une balle a blessé Helmut à la cuisse, traversant l'artère. L'endroit où la balle est entrée est aussi grande qu'une pièce de 5 marks.

La vieille mère accourt au secours de son fils. Elle pleure. Helmut veut la consoler : « Ne pleure pas maman, ce n'est pas tellement grave. » Le sang coule. Les pompiers le transportent à l'hôpital. Pour sauver sa vie, il faut lui faire une transfusion de sang. Un des pompiers se met à la disposition du médecin pour cette opération.

Helmut est encore à l'hôpital. Sa jambe est en lambeaux. Les assassins se préparent joyeusement pour leur prochain coup.

QUAND "L'HUMANITÉ" PARLE

Le centrisme stalinien sous les coups des masses

La poussée des masses vers la réalisation du front unique de combat contre la vermine fasciste, progresse en Allemagne. Tous les jours qui passent, la presse nous apporte la confirmation de ce fait qui est d'une importance capitale pour le sort du prolétariat allemand et mondial. Malgré leurs divisions politiques, les ouvriers chrétiens, social-démocrates, communistes, s'unissent, concordent leurs actions, se battent en commun contre l'ennemi commun, contre le fascisme. Ce n'est pas seulement la rencontre des ouvriers en dehors de leurs organisations respectives, mais c'est déjà le front unique entre les diverses organisations *de base qui se constitue et qui se forme. L'initiative en revient tantôt aux uns, tantôt aux autres. Ici c'est* l'organisation *communiste qui se fait* initiatrice *et qui propose le front unique à* l'organisation *socialdémocrate, à* l'organisation *chrétienne ou à la Reischbanner; là c'est, par contre, l'organisation socialdémocrate qui a rompu la glace; ailleurs ce sont les socialistes indépendants ou les chrétiens, ou les jeunesses socialistes, ou la Reischbanner. Le plus souvent encore il n'y a pas d'initiative particulière. La nécessité de l'action commune est tellement sentie par la classe ouvrière, elle est tellement imposée par les conditions concrètes dans lesquelles se trouvent actuellement le prolétariat allemand, que le front unique « surgit et se réalise de lui-même ». Passant outre aux dispositions et aux menaces des appareils, les ouvriers — ces mêmes ouvriers que jusqu'à il y a quelques semaines, « approuvaient » la ligne de leurs dirigeants sur les « socialfascistes » ou sur les « communistes fascistes » et contre le front unique d'organisation à organisation — passant outre à cela, et obéissant à leurs instincts de classe, les prolétaires allemands créent leurs formations communes de défense antifasciste et marchent ensemble au combat.*

Coincé entre l'enclume du mouvement réel des masses et le marteau de la critique de l'opposition de gauche, Thaelmann, dans un article de Die Internationale *cité par* l'Huma, *« oublie » les faits, falsifie effrontément les positions de l'adversaire et retombe à la fin encore plus profondément dans le marais centriste.*

Des faits que Thaelmann « oublie » nous n'en rappelerons ici que deux : I. La théorie du socialfascisme; II. L'analyse de la situation allemande que lui, Thaelmann, a fait — voici trois mois — sur la même revue « Die Internationale » et selon laquelle il ne fallait pas que « l'arbre fasciste (sic) nous cache la forêt socialdémocrate ! »

Selon la « théorie » du socialfascisme, la tactique communiste du front unique telle qu'elle a été élaborée par les premiers congrès de l'I. C. était devenue surannée. « Juste » dans la période dans laquelle Lénine et Trotsky l'ont maniée comme un instrument puissant et redoutable du combat prolétarien contre la bourgeoisie et ses laquais socialdémocrates, cette tactique, appliquée à la situation présente (3e période !?), *n'est que « vomissement » contre-révolutionnaire trotskyste. Aujourd'hui la seule tactique de front unique « juste » « léniniste » « bolchevique » « marxiste » « authentique » est celle qui ne s'adresse directement qu'aux « ouvriers »* (à la fin de 1929 *et en* 1930, *les Thaelmann de tous les pays excluaient, pourtant, les ouvriers socialdémocrates, car la socialdémocratie était « fascisée de la base au sommet »), pour les appeler à réaliser le front unique avec nous contre leurs chefs « traitres et contrerévolutionnaires » et contre leurs organisations « inféodées à la bourgeoisie » : Selon la théorie du socialfascisme, l'idée seule que le Parti communiste, ou quelqu'une de ses formations, puisse faire des propositions de front unique au Parti socialiste ou à une quelconque de ses organisations de « base », cette seule idée ne peut surgir que dans la tête d'un contrerévolutionnaire à la solde de Tardieu et de Chiappe. Sur le terrain syndical, idem !*

L'autre fait que Thaelmann « oublie » — l'analyse selon laquelle « l'arbre fasciste ne doit pas nous empêcher de voir la forêt socialdémocrate — n'est pas non plus si éloigné de nous. Car si « hier » cette analyse a conduit le Parti communiste allemand à la tactique criminelle de voter comme les fascistes, à l'occasion du Plebiscite prussien, aujourd'hui elle a amené la fraction communiste du Landtag de Prusse à quelque chose de plus scandaleux et d'ignoble encore, c'est-à-dire à une manifestation nettement anti-sémite, en votant avec les fascistes pour la confiscation des biens des juifs (la fraction communiste y a ajouté, si la « rectification » donnée par l'Humanité *est exacte, aussi la confiscation des biens des princes) qui sont entrés en Allemagne après 1914.*

Ensuite, Thaelman falsifie effrontément la position de Trotsky.

Première falsification : Thaelmann affirme que Trotsky, dans l'intérêt de la bourgeoisie allemande et contre les ouvriers conscients de classe, propose le Bloc du Parti *communiste allemand avec le Parti socialdémocrate.*

2e falsification : Thaelmann affirme que Trotsky propose, aujourd'hui, de renoncer à la lutte contre la socialdémocratie et de bloquer avec Noske et Grzesinski pour lutter avec eux contre le fascisme.

,Est-ce que cela est vrai ? Non, c'est faux, *comme sont fausses 99 % des affirmations contenues dans l'article de Thaelmann.*

Trotsky et l'opposition de gauche n'ont jamais proposé le Bloc *avec le Parti socialdémocrate allemand et avec la socialdémocratie en général, mais ont, tout simplement invité le Parti à mener, vis-à-vis d'elle, une politique de* front unique. *Cette politique de front unique proposée par l'opposition de gauche et par le camarade Trotsky, est la seule qui puisse utiliser dans l'intérêt de la révolution prolétarienne, l'antagonisme qui existe entre l'aile gauche de la bourgeoisie, la socialdémocratie, et son aile droite, le fascisme. La réalisation du* front unique, *proposé par l'opposition de gauche, doit assurer* « l'indépendance complète, organisationnel et politique du Parti communiste, toujours et dans toutes les conditions. Aucune combinaison de programmes ou de drapeaux ; entière liberté de critique pour les alliés provisoires » (1).

Aucun bloc, donc, surtout dans le sens que voudraient insinuer les bureaucrates staliniens, c'est-à-dire d'accord entre les « chefs » et de la renonciation ou de l'atténuation, de la part des communistes, à leurs tâches spécifiques de propagande, d'agitation et d'action contre tous les ennemis du prolétariat et contre la socialdémocratie. S'il y a quelqu'un qui a proposé des blocs pareils, Thaelmann peut les trouver à portée de bras, autour de lui, dans le Comité Anglo-russe, etc...

Quant aux buts immédiats de la tactique de front unique vers la socialdémocratie, les voici : « a) Dans le but d'une plus grande efficacité de la lutte contre le fascisme ; b) dans le but d'opposer les ouvriers socialdémocrates à la direction réformiste (2).

Mais pourquoi, donc, Thaelmann, « oublie-t-il » les faits et falsifie-t-il, les positions de l'opposition de gauche ? La raison est fort simple. Le développement de la situation allemande pousse les centristes, à coup de pied dans le derrière, dans la voie tracée par l'opposition de gauche elle-même. Les formules derrière lesquelles s'était retranché le centrisme stalinien au cours des der-

(Suite à la sixième colonne).

(1) Trotsky : « Et maintenant ». Edition française. Pages 66-67.

(2) Trotsky : « Et maintenant ». Edition française, page 66.

(Suite de la quatrième colonne)

nières années, tombent en miettes, se brisent comme du verre. Après avoir bourré les crânes, pendant de longues années contre toute proposition de front unique d'organisation à organisation, voici que l'organisation communiste de Berlin-Brandebourg fait des propositions de front unique à l'organisation socialdémocrate, aux syndicats réformistes et à la Reichsbanner de la même circonscription, et voici que le front unique, se réalise à la base entre organisations communistes, socialdémocrates, reichsbanner, socialdémocrates indépendants et chrétiens. Autant qu'il a pu, le centrisme s'est opposé à ce mouvement venant d'en bas. Lorsqu'il ne pouvait plus s'y opposer ouvertement il a tenté de transformer le mouvement de front unique des masses dans une manœuvre de l'appareil ; maintenant que le mouvement force décidément les obstacles et s'affirme désormais puissant, le centrisme doit se préoccuper de falsifier la position des adversaires, sans quoi il devrait avouer, ouvertement sa débâcle politique complète. Le centrisme stalinien est forcé d'opérer un tournant en Allemagne et dans le monde entier. Il est forcé d'opérer ce tournant s'il ne veut pas rester en panne et être définitivement plaqué par les masses. Et à ce tournant il s'apprête avec les moyens et la mentalité qui lui sont propres : moyens bureaucratiques, mentalité de boutiquier petit-bourgeois.

C'est pourquoi Thaelmann, après avoir « détruit » un « trotskysme » fabriqué exprès dans sa boutique, est forcé de répéter presque mot pour mot, les mêmes formules sur le front unique pour lesquelles l'opposition de gauche a été qualifiée hier d'être « à la pointe du combat contre-révolutionnaire » et pour lesquelles les oppositionnels de gauche ne cessent, aujourd'hui, d'être expulsés du Parti Qu'y a-t-il, par exemple, de plus amusant que la mine sérieuse avec laquelle Thaelmann, après avoir « détruit » le « trotskysme » et déclaré que la tactique passée du Parti était juste, vient nous apprendre qu'il ne peut y avoir, pour un révolutionnaire, jamais de front unique seulement d'en haut !

C'est avec des ruses pareilles que le centrisme stalinien espère se tirer de l'impasse !

Mais il se trompe. Le moment n'est nullement aux petites manœuvres des singes. Le prolétariat allemand a besoin de se battre, veut se battre contre le fascisme. Pour que la lutte puisse réussir victorieuse, il a besoin d'un guide sûr et ferme. Ce guide ne peut être que le Parti communiste, mais à la condition que la base force le sommet à l'abandon complet et sans réserve des positions du centrisme stalinien, et impose la politique que l'opposition de gauche ne cesse de préconiser dans son dur combat.

NOTRE CAMPAGNE

Il faut réaliser l'Unité Syndicale

Les camarades qui suivent tant soit peu la vie du mouvement syndical en France auront sans doute remarqué le « petit fait » suivant : la campagne pour l'unité syndicale a été entièrement abandonnée par la C. G. T. U. et par ses organisations adhérentes. C'est là un de ces « petits faits » qui démontrent, mieux que des kilomètres de papier imprimé, l'état d'esprit, l'orientation réelle de l'organisation « unitaire » par rapport au problème de l'unité syndicale.

Comme on s'en souvient, ce problème qui, pourtant, devrait toujours être présent à l'esprit des camarades agissants dans un pays où le mouvement syndical est scissionné,avait été entièrement oublié par les « chers » bureaucrates de la C.G.T.U. Il a fallu l'initiative des « 22 » pour les soustraire au moins temporairement à l'influence de la mouche tsé-tsé et les forcer à admettre que le problème de l'unité syndicale existe. Cela ne s'est pas passé — tout le monde le sait — sans difficulté. La première réaction de nos bureaucrates, face à l'initiative des « 22 » a été une réaction de rage folle. Ils étaient si bien logés dans leurs niches « unitaires »; ils pouvaient si bien végéter et arrondir chaque jour un peu plus leur petit ventre, que vraiment il fallait être des fripouilles à 100 % pour songer à les déranger ! Ils ont donc commencé à crier sur tous les toits, qu'il n'y avait aucune unité syndicale à faire et que tous ceux qui osaient parler de cela, ne pouvaient être — naturellement — que des opportunistes, des contre-révolutionnaires et des agents de Chiappe. Mais aussitôt après, ils ont dû faire une deuxième découverte, beaucoup plus importante, cette fois, que l'initiative des « 22 », tout en étant dirigée dans un sens opportuniste, correspondait à un désir et à une volonté réelle d'unité syndicale de la part de couches profondes du prolétariat, désir et volonté dont nos « chers » bureaucrates occupés seulement à dire : « Oui, oui », ou « Non, non », selon l'infaillible volonté des supérieurs, ne s'étaient même pas aperçus !

Alors, nos « chers » bureaucrates ont eu une trouvaille de maîtres; ils ont redécouvert pour la centième fois, qu'on devait faire un « tournant ». Et ils tournèrent, en fait, mais — comme on dit dans les histoires juives — pas tant que ça ! Si jusqu'à minuit ils foudroyèrent comme « contre-révolutionnaires » tous ceux qui posaient la question de l'unité syndicale, à partir de minuit et cinq minutes, ils se déclarèrent les plus ardents défenseurs de l'unité syndicale elle-même à la seule condition (sic) qu'elle se réalise au sein de la C.G.T.U. et sur la base de la lutte de classe telle qu'elle est comprise — ou non comprise — par les Monmousseau, les Gitton, les Racamond et autres révolutionnaires de la même trempe.

On connait la fin de cette ignoble bouffonnade bureaucratique. Les « 22 » furent battus au Congrès « unitaire ». La bureaucratie est sortie victorieuse; mais cette « victoire » a signifié le départ de milliers d'ouvriers et d'organisations entières des syndicats « unitaires » et leur dispersion ou leur passage à la C. G. T.

Ainsi nous voyons que la volonté d'unité syndicale des masses, au lieu d'être utilisée pour vaincre politiquement les « 22 » et pour la transformer en un puissant levier de lutte contre le patronat et contre le réformisme, a été « battue » avec les « 22 ». Elle a été battue, mais les masses réagissent en quittant la C. G. T. U.

Mais cela n'est pas non plus un sujet de grande préoccupation pour nos « chers » bureaucrates. L'important, pour eux, c'est de pouvoir reprendre dans leurs niches « unitaires » leurs calmes digestions accompagnées du berçant mouvement de la tête pour dire : « Oui, oui », ou « non, non », selon la volonté infaillible des supérieurs. C'est pourquoi ils ne parlent plus du problème de l'unité syndicale; c'est avec le silence qu'ils espère faire oublier aussi ce problème aux masses.

Pourtant, la question de l'unité syndicale, ainsi que celle du front unique, est brûlante plus que jamais pour le prolétariat. L'offensive du patronat contre les salaires se poursuit sans interruption. *Toutes* les catégories ouvrières — sauf quelques noyaux par ci, par là — en sont frappées et, parfois dans la mesure de 10, 20, 30 et même de 40 %. Il est hors de doute que le patronat profitera de la crise — qui, elle aussi ne cesse de s'approfondir — pour pousser à fond son attaque contre les conquêtes ouvrières, et pour enlever au prolétariat le maximum possible. Le recul qu'a dû déjà effectuer la classe ouvrière française n'est rien par rapport à celui qu'elle serait obligée de faire si ses forces ne sont pas unies pour sa défense. Etant donné le caractère particulier de l'impérialisme français qui repose sur le déséquilibre menaçant entre sa puissance économique — relativement faible — et sa puissance politique, il est fort possible que la lutte contre le prolétariat, qui jusqu'à maintenant a été plutôt sournoise, se déclanche vite, brutalement et sans aucun ménagement. Cette lutte pourrait être menée avec une extrême facilité si la politique des organisations prolétariennes — et en premier lieu celles de la C.G.T.U. et du Parti communiste ne changent pas rapidement et de fond en comble. La politique que depuis plusieurs années poursuivent le Parti communiste et la C.G.T.U. au lieu de renforcer la classe ouvrière, de la rendre capable à la lutte, de la souder dans l'action, ne fait qu'affaiblir, désorganiser et démoraliser le prolétariat. Sous cet aspect, la politique ultra-gauchiste d'aujourd'hui n'est que la continuation de la politique capitularde et droitière d'hier. En coupant le Parti et la C.G.T.U. des masses, cette politique se transforme en auxiliaire du patronat et des chefs réformistes.

Mais nos « chers » bureaucrates de la C.G.T. U. ne songent même pas à ce changement de politique. Ou s'ils pensent à quelque chose, le résultat est celui de disqualifier encore plus l'organisation syndicale révolutionnaire. Un exemple typique, à ce propos, nous l'avons dans la « Lettre ouverte » que *L'union des syndicats unitaires de la Région parisienne*, a adressée à tous les travailleurs. Cette lettre qui n'est nullement une proposition de front unique adressée à l'organisation correspondante de la C. G. T., qui au contraire est rédigée avec la préoccupation évidente d'éviter toute possibilité de front unique avec les organisations des ouvriers réformistes ou autonomes, ou chrétiens, cette même lettre dit à un certain moment : « Un exemplaire de cette lettre ouverte a été adressé à votre organisation syndicale. »

Pourquoi cela ? Pour faire croire aux ouvriers réformistes et autres qu'une proposition de front unique a été adressée à leurs syndicats de la part de la 20e Union régionale unitaire. D'autre part, la même lettre permettra aux bureaucrates de dire aux ouvriers unitaires qu'aucune proposition de front unique n'a été faite aux autres organisations. En réalité dans cette lettre nous avons une double mystification; contre les ouvriers réformistes, autonomes et chrétiens et contre les ouvriers unitaires. Mais les mystifications peuvent, comme nous l'avons démontré autrefois, servir la besogne de bureaucrates, mais non la cause de la classe ouvrière. Celle-ci, au contraire n'en sera que plus désorientée.

Un autre exemple, nous l'avons dans la discussion qui vient de s'ouvrir dans la *Vie Ouvrière* à propos de la lutte « pour l'augmentation des salaires ». Tout le monde, y compris cette fois, les bureaucrates de la C.G.T.U., sait que le problème réel, aujourd'hui, c'est celui de *défendre* les salaires actuels et non celui de les faire augmenter. Aux ouvriers qui sont menacés de perdre les salaires acquis, il faut avant tout apprendre comment ils peuvent l'empêcher. Dire à ces ouvriers-là qu'ils doivent lutter pour l'augmentation des salaires, c'est tout court, se moquer d'eux. Nos « chers » bureaucrates le savent, mais ils le font quand même. Mais comment le font-ils ? Peut-être qu'ils posent comme il faut le problème du front unique et de l'unité syndicale ? Jamais de la vie. Ces problèmes sont entièrement écartés. Par contre, ils présentent des recettes pour mieux faire avaler « l'augmentation des salaires » au patronat. Et voici la recette : « Relèvement des salaires du taux en cours au 1er janvier 1931.

Avec cette recette, nos « chers » bureaucrates peuvent résoudre toutes les difficultés. Il va de soi, par contre, que toutes les difficultés seront résolues, *sauf* celle de défendre les salaires actuels.

Comme l'opposition de gauche n'a cessé de l'indiquer, la lutte contre le patronat et contre les chefs réformistes pourra être conduite à la condition de savoir se lier aux masses, d'avoir la confiance des masses. Mais cette confiance, on ne l'obtient ni avec une fausse politique, ni — encore moins — avec la mystification.

Elle s'obtient avec une politique persévérante et juste de front unique et d'unité syndicale. La C. G. T. U. doit proposer, reproposer et proposer encore le front unique aux organisations syndicales correspondantes dans le but de mobiliser les masses pour la défense contre l'offensive du patronat et de toute la classe bourgeoise. En même temps, elle doit proposer, aux mêmes organisations, l'unification syndicale à travers la fusion des centrales existantes dans une Centrale syndicale unique, La C.G.T.U. doit déclarer qu'elle n'a pas peur d'être en minorité dans une centrale syndicale unique, pourvu qu'à tous les courants ouvriers, il soit permis d'exposer librement leur point de vue, de s'organiser en fraction et de lutter pour conquérir la majorité à travers l'application de la démocratie syndicale.

La bureaucratie « unitaire » ne fera jamais cela à moins d'y être forcée. C'est, donc, encore une fois aux ouvriers que nous nous devons adresser, pour les aider dans leur lutte qui imposera le front unique et l'unité syndicale, avec les bureaucrates s'ils le veulent, malgré et contre eux, s'ils s'y opposent.

Des efforts pour *La Vérité* !

Compte juin :

Dépenses :

2 numéros Vérité 1.400×2	2.800
Frais expéditions et envois	520
Numéro spécial sur Allemagne	380
Total	3.700

Recettes :

Legleo 20, Massoubre 35, Wagne 20, Mouchet 10, Charon 12, Thomas 10, Mussuf 12, Delacroix 20, Barlet 13, Illouz 12, Bernard 12, Hubner 6, Vitrot 32, Joseph 16, Mb. P. C. 15, Léger 6, Julio 20, Petit 15, Posquet 25, Aucheur 20. Total : 335.

Defco 25, Fel 15, Chapta 12, Lamey 6, Stromb 24, Soutien H. 200, Soutien N 200. Total : 481.

1) **Souscriptions et abonnements :** 9 j. R.P. 140, 130, 45 ; Groupe Marseille, 150. Total : 465.

Gaudon 10, Rachido 5, Croix 20, Chabert 5, Lavog 10, Sympa 4, Réunion 18e 20, Léon 10, Bourgeois 5. Total : 100.

Orsoni 20, Vucain 10, Serret 12, Poussin 10, Martin 27,50, Bernard 10, Lamoureux 10, Breton 10, Detour 20, Turquois 15, Vincent 24, Valière 15, Combroux 5. Total : 211.

2) **Vente criée et numéros :** Coopé 633, 10,50, 7, 7.50 19 ; Belgique 75, N. jeunes 14, Criées 140. Total : 916.

Total : 2.508.

Déficit : 1.192 francs.

Dans notre mois de juin, avec un numéro supplémentaire, nore déficit est légèrement supérieur à mille francs.

Les souscriptions de notre petit noyau de volontaires ont été assez régulières. Mais dans l'ensemble *nos lecteurs et amis ne nous aident pas suffisamment pour que nous puissions revenir à une parution hebdomadaire que les événements rendent impérieusement nécessaire.*

Pourtant les moyens de nous aider sont multiples.

En s'abonnant; en collectant des abonnement!
En nous envoyant des listes de « possible »!
En surveillant les postes de vente !
En souscrivant !

ECRIS-NOUS !
9, rue du Transvaal

Dans la vingtième Union Régionale

APRÈS LE COMITÉ GÉNÉRAL

Les séances du Comité général ne purent qu'enregistrer un recul sensible sur 1931. Le bulletin est suffisament éloquent pour que nous n'insistions point. Ce qui est dangereux c'est la désaffection des adhérents pour la vie syndicale. Le Comité de la XXe U. R. en fut une preuve, une première séance ne put avoir lieu faute d'assistants, à la seconde séance de nombreux délégués prirent part aux débats, les conceptions les plus invraisemblables furent développées ; Pobas, ouvertement, parlait de sa cellule au lieu du Comité Inter. Il préconise même de créer une école « présyndicale » qui, avant d'admettre un adhérent, le formerait. Il n'eut pas un grand écho certes, mais ainsi se révèle toute la confusion sur le rôle des communistes dans les syndicats. Briche fit une bonne intervention, mais ce que nous raconta un délégué de Citroën montre à quel degré la bureaucratie de la XXe U. R. est incapable, tous les efforts des prolos de Citroën rencontrèrent l'inertie des responsables, à tel point que les copains attendirent 2 mois un canard ! et durent assurer eux-mêmes une réunion d'usine où orateurs du centre étant « absents » ; bien entendu, repéré, le copain a dû sauter depuis.

En résumé recul net de la XXe U. R., avance marqué de la XXe U. R. Confédérée. Absence de Comité inter dans la plupart des arrondissements ou localités importants, baisse de salaire un peu partout. Le mouvement syndical est marqué de la carence des fractions communistes à ouvrir la voie à un redressement par l'adoption d'une politique de masse, d'une tactique de front unique, d'un travail conséquent pour l'unification syndicale. Il faut détruire tout l'attirail bureaucratique de mots d'ordre, le fouillis de formules et entreprendre un travail de masse, mais ici comme ailleurs on se heurte aux conceptions politiques erronées qui handicapent le travail syndical.

L'opposition de gauche a une grande tâche de la XXe U. R., elle doit systématiser son travail et les plus grands espoirs lui sont permis.

LE COMITÉ INTER DU 20e

Comité inter du XXe : Des oppositionnels, comme c'est leur droit d'après les statuts, veulent le reconstituer, la bureaucratie tergiverse et s'y oppose. Faudra-t-il organiser une réunion de protestation des syndiqués ? Laissera-t-on le Comité inter le plus important de Paris, sans vie, pour éviter le travail de syndiqués qui ne sont pas d'accord avec l'omnipotente bureaucratie

Il faut répondre vite.

DANS LE LIVRE

ATTENTION AUX SALAIRES

Le 1er février dernier, l'ensemble des ouvriers du livre étaient surpris par une diminution de salaire variant suivant les catégories.

Quelques jours avant un groupe de camarades, de l'opposition révolutionnaire au sein de la 21e section confédérée, avait essayé — approuvés par le syndicat unitaire — d'organiser une résistance à la diminution. Mais rien ne put être fait étant donné l'heure tardive et surtout du fait que le syndicat confédéré avait accepté la diminution.

Ainsi par la passivité volontaire du syndicat confédéré, par le manque d'initiative et de tactique du syndicat unitaire, l'ensemble de la corporation dut subir la diminution.

Six mois se sont écoulés. N'oublions pas, que d'après la convention, c'est le délai après lequel on examine si les salaires doivent être augmentés ou diminués suivant les fluctuations du coût de la vie.

Or, les indices officiels du coût de la vie sont en baisse de quelques points. Certes, la convention spécifie qu'il faut au moins une diminution de 20 points pour que l'on touche aux salaires. Soyons vigilants, car rien ne nous dit pas que la publication des indices fin juillet ne marque une diminution de 20 points par rapport à février dernier.

Nous risquons donc d'être victimes d'une nouvelle diminution de salaire.

En février dernier, considérant que la diminution était injuste, nous nous étions engagés à préparer notre revanche. Or, nous voici à la veille du mois d'août et non seulement nous n'avons pas préparé notre revanche, mais nous ne sommes même pas prêts au cas où nous serions de nouveau diminués.

Qu'ont fait les dirigeants de syndicats, tant unitaires que confédérés, pendant ces six mois ? Rien.

Certes, il ne s'agit pas de s'alarmer. Rien ne nous annonce encore une diminution. Mais il vaut mieux prévoir que d'être surpris.

Nous nous trouvons en présence de trois syndicats : un unitaire (majoritaire), groupant les imprimeurs, clicheurs et papier ; un unitaire (minoritaire) groupant les typos-linos ; un confédéré.

Si chaque syndicat agit à sa guise et séparément des autres, nous n'aboutirons à rien. C'est pourquoi, il est nécessaire d'organiser un front unique des trois syndicats en vue d'une attaque possible contre nos salaires.

Il est probable que certains camarades s'opposeront à faire le front unique. Les uns par sectarisme, les autres par passivité.

C'est pourquoi nous nous adressons à tous les camarades pour qu'ils fassent pression dans leur syndicat afin que notre proposition soit adoptée.

Pierre Rimbert,
lino unitaire.

DANS L'ENSEIGNEMENT

L'ASSEMBLEE GENERALE DU SYNDICAT DE LA SEINE

L'assemblée générale de notre Syndicat s'est tenue jeudi 4 juillet. Comme on le sait, c'est la majorité confédérale qui y détient la majorité. Bouthonnier développa le contre-rapport opposé à celui du Bureau fédéral. Ses critiques essentielles sont les suivantes : de l'avis de la majorité confédérale, la direction de la Fédération veut entraîner les Syndicats à l'autonomie, *sinon directement à la C. G. T. Bouthonnier appuie son argumentation sur les fusions partielles ou des actions de front unique « par en haut seulement », observées dans les Bouches-du-Rhône, la Gironde, la Côte-d'Or, le Doubs. Il prétend que la Fédération glisse au réformisme, ne fait rien dans la lutte contre la guerre, pour les jeunes, pour l'amnistie, etc. Il rend la Direction fédérale responsable du départ de Cornec-Thomas et de leurs amis. Malheureusement, son exposé passa complètement sous silence la situa*tion de la C. G. T. U. toute entière ; *or, c'est dans la politique de la C. G. T. U. et de l'I. S. R. que se trouve la racine de tout le mal.*

Nos camarades de l'opposition intervinrent à leur tour, en montrant précisément que la Direction fédérale a fait des efforts pour réagir contre la politique de faillite de la Direction de la C. G. T. U., sans contester que la Direction fédérale demeure encore sur des positions contradictoires. Mais ils ont fait ressortir qu'une question dominait le débat sur l'orientation de la Fédération : c'est la politique d'unité syndicale et de front unique de la C. G. T. U. *La majorité fédérale peut et doit éclaircir ses positions, et déterminer ainsi un mouvement de redressement politique dans la C. G. T. U. La politique de la M. O. R. ne peut avoir qu'un aboutissant, c'est l'effritement presque complet de la C. G. T. U. Il faut réagir contre sa ligne politique, non passivement, sans faire la moindre concession aux adversaires du communisme, mais en allant hardiment de l'avant.*

C'est dans ce sens que l'opposition s'est prononcée en votant les résolutions du B.F. avec réserves. Ces réserves sont précisées dans la résolution que la minorité du Syndicat de la Seine demandera aux autres syndicats d'examiner. Cette résolution sera publiée dans la prochaine Vérité, *et dans l'E. E.*

La résolution de la M. O. R. recueillit 34 voix, celles du B.F. 14 voix, dont 11 avec réserves. Les mandats se répartissent comme suit: M.O.R. 9 B.F. avec réserves 3.

Le deuxième point de l'ordre du jour appelait l'adhésion au Congrès contre la guerre de Genève. A la résolution rapportée par Baby, l'opposition tenta d'adjoindre un paragraphe condamnant la façon dont fut préparé ce Congrès et soulignant le danger de guerre contre-révolutionnaire que constitue avant tout le fascisme allemand. *Baby refusa d'introduire le mot* allemand, *tant les centristes craignent aujourd'hui de poser carrément le problème de la révolution allemande. La résolution Baby obtint 24 voix, celle de l'opposition, publiée par ailleurs, 10 voix dont une avec réserves ; 3 s'abstinrent, le camarade Wullens ayant déclaré qu'il ne fallait pas adhérer à un « Congrès de confusion ».*

Les thèses de l'I. T. E., en vue du Congrès de Hambourg, furent approuvées par 15 voix contre 11.

CRAIPEAU.

RESOLUTION SUR LE CONGRES DE GENEVE

Le Syndicat de la Seine de la Fédération de l'Enseignement,

Estime que l'initiative d'un Congrès international contre la guerre aurait dû être prise par l'I.S.R. et l'I.C. et non abandonné aux intellectuels petits bourgeois comme R. Rolland et Barbusse, et aux ennemis de la révolution comme Mme Sun-Yat-Sen;

Estime faux l'appel de R. Rolland et Barbusse contre « toute guerre quelle qu'elle soit ». La guerre révolutionnaire ne saurait être condamnée en principe ;

Estime que, sans sous-estimer le danger de l'agression antisoviétique en Extrême-Orient, le péril le plus important résulterait de l'accession au pouvoir de Hitler, brisant le prolétariat allemand et s'entendant avec les autres impérialismes pour se lancer contre l'Union soviétique ;

Estime nécessaire sur cette base la participation au Congrès de Genève.

COMMUNICATION

Deux camarades nous rapportent que Gourget a protesté auprès d'eux quant à la note parue dans notre numéro du 1er juillet. Gourget peut, bien entendu, se justifier par quelques lignes que nous communiquerons à nos lecteurs. Mais des conversations privées ne peuvent suffire en face **du fait patent de sa demande officielle de réintégration et des conversations qui l'ont suivie.**

Nous ne saurions tolérer un jeu de coulisses sur deux tableaux. C'est parfaitement le droit de Gourget de démentir ici-même qu'il s'agisse d'une capitulation; qu'il le fasse ouvertement, nous avons des responsabilités qui ne nous permettent pas de traiter ces choses à la légère.

Le Secrétariat.

ABONNEMENTS :

Un an : 10 fr. — Six mois : 5 fr.
Chèque postal : 136.855 Paris
P. Frank, 45, Bd de la Villette, Paris

LES "GAUCHES" AU PIED DU MUR

Projets financiers de rapine contre les travailleurs

Avec le développement de la crise mondiale, le déficit budgétaire s'est installé dans tous les pays allant jusqu'à la faillite ouverte pour les Etats de l'Europe Centrale. En France, le déficit s'est aggravé sans cesse; de 2 milliards 642 millions pour l'exercice allant du 1er avril 1930 au 1er avril 1931, il est passé à 4 milliards 746 millions pour l'exercice allant du 1er avril 1931 au 1er avril 1932. Pour la période en cours allant du 1er avril 1932 au 31 décembre 1932, soit neuf mois seulement, et malgré le bénéfice de procédés exceptionnels, le décit prévu est de 3 à 4 milliards ; enfin pour 1933, les augures capitalistes prévoient un déficit de 6 milliards et demi. Pour la trésorerie, deux chiffres suffiront à caractériser la situation ; avant la crise, les réserves ont été jusqu'à atteindre 20 milliards ; au départ de Tardieu, il ne restait dans les caisses que 70 millions. Il faut souligner qu'en 1931, 4 milliards de trésorerie ont été utilisés au renflouement de banques et d'affaires françaises en difficultés et à venir au secours de l'Etat hongrois et yougo-slave.

Herriot avait posé le dilemme suivant : déflation budgétaire ou inflation. *C'est vers la déflation budgétaire, sur le dos des fonctionnaires et par de nouveaux impôts de consommation sur le dos de toutes les classes laborieuses que s'est orienté le gouvernement de « gauche ».* Le projet initial exposait avec brutalité ses intentions : d'une part, réduction de 5 % de l'ensemble des dépenses, traitements des fonctionnaires inclus, suppression de l'allocation des combattants, retrait des pensions aux veuves de guerre remariées, réduction sur les assurances sociales agricoles, impôts sur les caisses d'épargne, etc.... D'autre part, augmentation des impôts de consommation sur le café, impôts sur les transports sur routes, relèvement des frais postaux. Le Gouvernement espérait faire passer la pilule avec un peu de démagogie facile telle que : relèvement léger du taux d'impôt sur le revenu, réduction de 5 % des indemnités du Président de la République, des députés et sénateurs et enfin diminution sensationnelle de 1 milliard et demi sur les budgets de la Guerre et de la Marine, soit 10 % environ du montant des crédits enflés sans arrêt depuis l'après-guerre. Cette concession était consentie par l'unanimité de la bourgeoisie française comme ne portant aucunement atteinte à la puissance de l'impérialisme français mais pouvant servir, par contre, d'utile publicité en vue de sauver la face à Genève. Ces projets amenèrent aussitôt une révolte générale des premiers travailleurs visés : les fonctionnaires. Sous leur pression, une agitation s'empara des gauches. Herriot avait été maladroit, il valait mieux procéder par palliers. Le parti socialiste passa vivement dans une opposition de façade. De commissions en commissions, de combinaisons en combinaisons, les gauches maniant tout à la fois le pot de vaseline et la surenchère démagogique, préparèrent un « monstre » qui sera sans doute considéré finalement comme provisoirement acceptable par la bourgeoisie.

Les nouveaux projets conserveront sans aucun doute leurs caractère de *charges accrues pour le prolétariat*. On ne diminuera plus le traitement des fonctionnaires, mais on fera de fortes économies sur le matériel. *Cette décision constitue le premier pas vers la rationalisation des services publics. On commencera par diminuer les paperasses, on finira par reviser la marche des services et on envisagera dans quelques mois des diminutions massives de personnel.* On ne supprimera pas les allocations aux combattants mais ceux-ci devront abandonner d'autres avantages, etc. Tant d'heureuses modifications comporteront des avantages pour leurs auteurs : fini le prélèvement de 5 % sur les indemnités du Président de la République, des sénateurs et députés, on fera seulement des économies sur le matériel employé par ceux-ci ! Quant aux impôts de vie chère, les derniers projets prévoient leur renforcement, le café ne sera plus taxé mais surtaxé ; l'impôt sur les transports sur routes *sera* maintenu, il faut noter que le gouvernement avait proposé le relèvement général jusqu'à 2 % de l'impôt sur le chiffre d'affaires pour *tous les produits de grande consommation*, ce projet a été *pour l'instant* rejeté. Evidemment pour contrebalancer ces impôts, une commission est prévue pour taxer le coût de la vie et le faire baisser. On sait ce que valent ces commissions ! Pour noyer le poisson, les propositions démagogiques ont été renforcées ; un impôt est proposé sur les opérations boursières, les diminutions prévues sur les budgets de la guerre sont maintenues tandis que la fraction socialiste a fait inclure dans les derniers projets, sans espoir de le faire adopter par la Chambre, la suppression des périodes de réserves et de grandes manœuvres pour 1932 seulement. Il est probable que l'ère des marchandages et des combinaisons n'est pas close et se continuera au cours des navettes qui auront lieu entre le Sénat et la Chambre. Il est cependant bien probable que le vote des propositions définitives sera un vote de large concentration.

Face aux projets gouvernementaux, le Parti s'est efforcé de faire entendre sa voix en proposant une conscription générale des fortunes et une diminution de trois milliards sur le budget de la guerre, etc... mais c'est surtout en dehors du Parlement que doivent être tirées les leçons de la crise budgétaire. Il faut montrer que ces difficultés ont leurs causes essentielles dans les charges inouïes que la bourgeoisie fait supporter au prolétariat pour assurer ses rentes et ses dépenses militaires. Sur un budget qui dépasse cinquante milliards, le service de la dette absorbe en effet 40 % du budget et les dépenses militaires 20,53 pour cent alors que le Ministère du Travail n'émarge que pour 1,83 % et les secours de chômage pour 0,2 %. Il faut montrer que les nouveaux aménagements sont des aménagements de classe dont les travailleurs feront essentiellement les frais. Il faut montrer que ces aménagements *absolument inefficaces ne font que préparer des mesures beaucoup plus draconiennes.* Il faut souligner que l'attaque commencée contre les conditions de vie des fonctionnaires n'est qu'un prélude à l'attaque générale indispensable de la bourgeoisie française, coincée de toutes parts, contre les conditions de vie de ses ouvriers et contre les classes moyennes (politique d'abaissement des salaires, conversion prochaine des rentes). Il faut montrer que la résistance acharnée du prolétariat doit entraîner une série de difficultés très grandes pour la bourgeoisie et comment celles-ci peuvent très vite s'accompagner d'une crise du régime parlementaire avec toutes ses conséquences et ses perspectives révolutionnaires. Il faut montrer comment le Parti Socialiste malgré son « opposition de façade » s'est efforcé de ne causer aucune difficulté sérieuse au Gouvernement Herriot, en repoussant le vote sur l'ensemble du projet et comment il a combattu la proposition de conscriptions des fortunes et de diminution de 3 milliards du budget de la Guerre. Mais, et nous ne cesserons de le répéter, toute l'agitation nécessaire sur les leçons de la crise budgétaire, toute l'action nécessaire contre l'offensive patronale, ne pourront être menées si le Parti ne revient pas aux conceptions du front unique tel que l'I. C. le définissait et le pratiquait du temps de Lénine et Trotsky. Il faut en finir avec le social-fascisme, le front unique par en bas seulement, les positions syndicales antiunitaires, etc... qui coupent le Parti des masses et stérilisent l'action syndicale, et cela l'opposition de gauche ne se lassera pas de le démontrer.

Les mineurs de Carmaux passent aux réformistes

Je vous ai dit que le Syndicat unitaire des mineurs était rentré à la C. G. T. le mois d'avril dernier. Cela entraîna l'exclusion du parti de Pélisson qui était le secrétaire du Syndicat. Mais voici qu'après deux mois de silence, le Parti convoque (à grand renfort d'affiches) un meeting, soi-disant pour éclairer la situation. Un nombre infime d'ouvriers répondirent. Un ... du Parti, Ginestet de Toulouse parla au nom du Parti. Il se livra à une charge à fond contre Pélisson, l'accusant de trahison et annonça que le Parti allait s'efforcer de reconstituer un nouveau syndicat unitaire des mineurs. Quand on pense que l'ancien syndicat ne groupait que quelques dizaines d'adhérents, on peut en déduire quels seront les effectifs de celui qui est en gestation.

Je vous ai dit que, malgré le réel intérêt que présentait la réunion convoquée par le Parti, elle ne groupa qu'un nombre minime d'auditeurs.

Quelques mots au sujet de Pelisson, ancien secrétaire du Syndicat unitaire des mineurs de Carmaux.

C'est un ouvrier qui s'est toujours dévoué, sans se ménager, pour le Parti, malgré la répression patronale. En dépit de ses efforts, l'effectif du Syndicat unitaire, était extrêmement réduit et, ce qui est pire, il baissait sans cesse, malgré les conditions actuelles favorables.

Découragé il a cédé aux offres d'unité qui lui étaient faites par le Syndicat confédéré. Il a eu tort car cela n'a pas fait avancer la question de l'unité syndicale en France. Mais je suis fermement convaincu que, ce faisant, il n'avait nullement l'intention délibérée de trahir les intérêts de la classe ouvrière, comme l'affirma au meeting l'orateur du Parti. Pelisson d'ailleurs lui répliqua que, évidemment, il valait bien mieux que la C. G. T. et la C. G. T. U. aboutissent à un accord à l'échelle nationale, mais que, devant la carence de la C. G. T. U. dans la question de l'unité syndicale, il n'y avait pas d'autre moyen, pour gagner à la conception révolutionnaire les nombreux ouvriers réformistes, que celui qu'il avait lui-même choisi. Il affirma aussi que, même chassé du Parti, il restait communiste et qu'il travaillera, comme toujours, pour la cause révolutionnaire.

Un correspondant.

Après Lausanne

«Que l'Amérique fasse entendre sa grande voix»

(*Suite de la 1re page*)

L'Allemagne sort de la conférence nantie d'avantages matériels et politiques importants — mais qui, à l'heure actuelle ne suffisent pas à tenir tête à la crise. Ces avantages peuvent seulement lui permettre dans une phase ultérieure, si elle en a alors les moyens, d'en revendiquer de nouveaux. La conférence ne peut représenter pour la bourgeoisie allemande qu'une étape dans la lutte contre la crise mondiale et nationale : *et l'étape capitale de cette lutte est menée par elle contre le prolétariat allemand.* Pour Péri, la conférence a consisté dans le marchandage de l'Allemagne pour s'engager dans le front anti-soviétique. Mais l'Allemagne est toujours demeurée une puissance impérialiste, c'est-à-dire quelles que puissent être ses manœuvres diplomatiques, en *antagonisme fondamental avec le pays de la dictature du prolétariat.* Son évolution actuelle dresse plus résolument la bourgeoisie allemande contre son prolétariat. Sur cette base la bourgeoisie française, radicale-socialiste ou tardieusarde, traite avec la bourgeoisie allemande. « *C'est le socialisme qui est la cause essentielle du mal dont souffre l'Allemagne. Pour la première fois un chancelier ose dénoncer franchement ce régime* » écrit sympathiquement le ' Bulletin du Comité des Forges ».

A l'heure actuelle, la bourgeoisie française et la bourgeoisie anglaise — mais celle-ci désireuse de faire un « cavalier seul », de ne pas se lier à l'Europe et de trouver des avantages particuliers à des négociations particulières — se retournent vers la créancier américain. Les exigences premières sont remplies, les dettes inter européennes sont, dans leur principal, annulées : il reste les dettes des vainqueurs déconfits; les Etats-Unis ont réservé tous leurs droits ; pendant même qu'ils faisaient jouer leur poids pour contraindre l'Europe à l'annulation des dettes européennes, ils réserveront à leur profit, le principe de l'intangibilité des dettes. A l'heure actuelle, les Etats-Unis laissent entendre qu'ils ne s'opposeront pas à une « *réadaptation des dettes aux capacités de paiement* ». Mais alors que la France voudrait pouvoir annoncer dans ces négociations le front uni des débiteurs européens, les Etats-Unis annoncent qu'ils ne traiteront qu'individuellement avec les nations d'Europe qui devront se présenter une à une au guichet du créancier débonnaire. La bourgeoisie américaine réaliste peut préférer aux « annuités » précaires, de substantiels avantages commerciaux et douaniers. Des avantages sérieux pour l'exportation de marchandises et de capitaux peuvent commander des sacrifices financiers. Ainsi se prépare la grande conférence économique de reconstitution de l'économie mondiale.

Mais l'acte préparatoire à la négociation avec les Etats-Unis, c'est la proposition Hoover à la Conférence du Désarmement : en proposition du « désarmement d'un tiers » qui vise à amoindrir le poids spécifique des armements, des industries et des économies européennes sur l'arène mondiale. Ici encore la crise économique, la crise européenne et la pression américaine font sentir avec rigueur leurs effets. Les puissances pour lesquelles l'armement militaire constitue un atout principal, le Japon et la France — et surtout la France dont la puissance militaire est une des cartes essentielles — se montrent rétives. Mais même en France, se dessine une tendance sérieuse à avaler cette pilule amère. Dans le journal officieux de la « bourgeoisie lourde », le *Temps*, Henry de Jouvenel couvre de ridicule les travaux de la Conférence du Désarmement antérieur à la proposition Hoover : « *il consiste ce système à qualifier d' « armements défensifs » tous ceux qui l'on possède et « armements offensifs » tous ceux que possèdent les autres... Je ne suis pas sûr qu'on n'en vienne pas à reconnaître qu'il n'y a plus qu'un engin offensif : le ballon captif.* » Contre la proposition Hoover, ou, plus exactement, pour la saboter, se constituera-t-il un front unique européen et japonais sous la direction de la France. « *En s'appuyant sur ses nombreux alliés, en profitant des contradictions qui séparent la Grande Bretagne des Etats-Unis et les Etats-Unis du Japon, l'impérialisme français fait tout ses efforts et met en œuvre toute sa maitrise pour mettre debout tant à Genève qu'à Lausanne un front unique contre les Etats-Unis, soutenu par l'Italie, l'Allemagne et les pays de l'Amérique latine* », écrit la *Pravda*.

Genève, Lausanne, Londres représentent dans la crise économique le recul de l'Europe bourgeoise en proie aux contradictions qu'elle a aggravées sans arrêt devant la pression américaine. La social-démocratie « internationale », plutôt européenne, tout en étant attachée aux intérêts de ses propres patries, se fait l'agent de cette politique de pacification et de compression des états européens. La Conférence du Désarmement après la Conférence de Lausanne marque une étape de cette lutte « diplomatique » des impérialismes. Le projet de désarmement de Hoover n'est pas comme le dit la *Pravda* du 2 juillet une « *caricature du projet du désarmement de l'Union Soviétique* ». Il est une expression conséquente de l'avance de l'impérialisme américain sous sa figure historique et provisoire d'impérialisme pacifiste de la « *liberté des mers* » et de la « *porte ouverte en Chine* ». Face aux conférences où se discute le sort de l'Europe et qui se traduisent pour les masses exploitées d'Europe par les perspectives les plus sombre de misère et de guerre tant que l'Europe n'échappera pas aux cadres de la domination capitaliste, il ne peut suffire de dire (*Pravda* du 2 juillet) que « *la seule délégation qui lutte effectivement pour le désarmement total,* POUR LA CREATION D'UNE SECURITE DEVANT LA GUERRE, *c'est la délégation soviétique* ». Où peut-elle être cette sécurité dans l'Europe capitaliste? Le problème de Genève n'est que le front « militaire » de la crise européenne. Pour le prolétariat le maillon capital de cette crise est en Allemagne. Ce n'est pas le problème — déjà dépassé du « tribut » — c'est la lutte du prolétariat allemand contre Hitler placé à la pointe de la bourgeoisie par la crise européenne. La perspective générale ouverte pour le prolétariat et les masses exploitées d'Europe, dans le continent où a déjà pris pied la dictature du prolétariat, c'est le mot d'ordre des « *Etats-Unis soviétiques d'Europe* » mis en avant par l'opposition de gauche internationale et qui éclairera la route de l'Internationale communiste.

F. G.

RÉSOLUTION DÉPOSÉE PAR LA LIGUE COMMUNISTE

Le Congrès ouvrier et paysan contre la guerre de la région parisienne considère que la menace de guerre impérialiste est la conséquence de la contradiction extrêmement aiguë des intérêts économiques et politiques qui opposent les impérialistes entre eux. La crise actuelle aiguise jusqu'au paroxysme les conflits entre les diverses puissances impérialistes actuelles. Vaincre, abattre les obstacles qui s'opposent à son développement ultérieur, est pour chaque impérialisme une question de vie ou de mort. Chacun guette anxieusement ses rivaux et fait tous les efforts pour être capable de les saisir à la gorge (Conférences de Genève et de Lausanne).

Considère que la menace de guerre contre l'U. R. S. S. n'est pas déterminée seulement par la convoitise des matières premières et du marché russe, mais avant tout et surtout par le fait que la Russie soviétique est et reste le pays de la dictature du prolétariat, la patrie de tous les travailleurs, malgré les contradictions économiques et sociales croissantes dues aux difficultés objectives et aux erreurs profondes de la fraction dirigeante de l'Etat soviétique et de l'I. C.

Considère par conséquent la guerre contre l'U. R. S. S. comme une guerre contre-révolutionnaire, qui n'explose pas seulement au moment ou les armées impérialistes voudront franchir les frontières de l'U. R. S. S., mais qui commence déjà partout où le prolétariat est attaqué par le fascisme et l'offensive du capital. L'attaque directe contre les frontières de l'U. R. S. S. ne serait que la phase la plus aiguë et la plus décisive de la guerre de classe que la bourgeoisie mène contre le prolétariat dans le monde entier. Il en résulte que la raison d'être de l'armée rouge n'est pas seulement la défense au prix de son sang de chaque pouce du territoire soviétique, mais la défense, partout où cela est possible des intérêts de classe du prolétariat. L'armée rouge n'est pas, ne peut pas être (à moins de cesser d'être rouge) uniquement l'armée qui veille à la sécurité du territoire russe, mais l'armée qui veille aux intérêts de la classe du prolétariat mondial. L'armée rouge n'est pas l'armée « nationale » de la Russie, mais l'armée de classe du prolétariat international.

Considère que tant que le régime capitaliste subsistera, la guerre sera inévitable et que par conséquent seule la lutte révolutionnaire du prolétariat, dirigée par le Parti communiste pour le renversement de la bourgeoisie, est une lutte véritable contre la guerre. Le prolétariat s'opposera à la guerre impérialiste dans la mesure ou il sera politiquement uni sous la direction de son parti révolutionnaire ; et il sera politiquement groupé autour du P. C. dans la mesure ou celui-ci saura démontrer dans les faits qu'il est son avant-garde combative et son guide ferme et éclairé.

L'expérience ineffaçable de 1914 a montré que toutes les phrases pacifistes, ou les illusions social-démocrates et anarcho-syndicalistes entretenues dans la classe ouvrière entravent toute lutte révolutionnaire contre la guerre ; aujourd'hui encore ces opinions constituent un des obstacles capitaux sur la voie de la révolution, de même qu'il faut condamner toute opinion laissant entendre que la lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie ne peut pas produire de résultats décisifs avant le déclanchement total d'une nouvelle boucherie mondiale.

Considère que cette lutte révolutionnaire doit être menée d'une façon redoublée contre l'impérialisme français, pivot de la réaction mondiale à l'heure actuelle, soutien du Japon agresseur des Etats anti-soviétiques d'Europe orientale et balkanique et de la réaction fasciste hitlérienne qui se tourne déjà directement contre l'Union soviétique.

Considère que la situation en Allemagne domine aujourd'hui la question de la guerre. De la victoire ou de la défaite du fascisme en Allemagne dépendra la victoire ou la défaite de la révolution dans le monde pour toute une série d'années. Ecraser le fascisme en Allemagne, signifie surtout briser dans les mains de l'impérialisme mondial un instrument redoutable dirigé contre le prolétariat et, plus directement, contre l'U. R. S. S. Cela signifierait écarter pour longtemps grâce au renforcement du prolétariat la menace de guerre impérialiste en général et la menace d'agression contre l'U. R. S. S. en particulier.

Qu'en conséquence il est urgent que dès maintenant toutes les forces du prolétariat mondial et de la classe ouvrière russe soient mobilisées pour barrer la route au fascisme en Allemagne pour l'écraser et permettre par là le développement de la révolution.

Est convaincu qu'il ne peut y avoir de lutte effective contre la guerre si le P. C. ne réussit pas à franchir la barrière qui le sépare des masses, et que cette barrière ne pourra être surmontée que par l'application juste de la tactique du front unique telle qu'elle a été préconisée par Lénine et Trotsky et adoptée au 3e et 4e Congrès mondiaux de l'I. C. (action concertée d'organisation à organisation) et par une politique vigoureuse de réalisation de l'unité syndicale.

Considère que dans une telle situation l'I. C. a le devoir de se mettre vigoureusement et ouvertement à la tête de la lutte, en n'assumant aucune responsabilité devant les masses prolétariennes pour l'organisation d'un Congrès sous l'égide du pacifisme de Romain Rolland et de Barbusse.

Affirme au contraire la nécessité immédiate absolue pour l'I. C. d'entamer une vaste campagne de front unique d'organisation à organisation en proposant d'urgence la convocation d'une conférence internationale commune à l'Internationale communiste,à l'I. S. R., à la IIe Internationale, à l'Internationale d'Amsterdam, d'une conférence internationale commune à l'Ina à l'A. I. T., pour préparer la lutte contre l'impérialiste français, le fascisme allemand, contre le danger de guerre impérialiste et pour la défense de l'U. R. S. S.

Et décide de commencer sans délai cette action en proposant des actions de front unique, communes aux organisations prolétariennes dans la région parisienne, et l'organisation systématique de la lutte contre la guerre.

Vive l'Internationale communiste !
Vive l'Union soviétique !
Vive la révolution mondiale !

Redoublons d'efforts !

Une activité méthodique de la R. P. de la Ligue, n'a pas tardé à porter ses fruits. Dans chaque rayon, les positions politiques de l'opposition ont des défenseurs qui combinent toutes les formes de propagande pour dépister une direction aux abois qui dès qu'elle pense éteindre un foyer par des exclusions ou une dissolution, ne tarde pas à constater qu'un autre s'est ranimé !

Une grande offensive est engagée ; les exclusions se multiplient, le système des violences physiques se développe. Un bulletin intérieur de la R. P. du P. C. nous est en grande partie destiné, les passages que nous publions ci-dessous montrent à quel point portent nos coups !

Nous allons continuer sans relâche en ajustant la forme de notre propagande à la violence de la riposte de la fraction stalinienne, celle-ci perd tout contrôle car son heure approche, elle est politiquement acculée : son chef, **NOTRE MAITRE STALINE** est lui-même de plus en plus contesté dans le P. C. R. Le silence de Staline devant le développement des événements dans le monde suscite la méfiance à ses partisans les plus acharnés hier, par centaines des ouvriers oppositionnels sont exclus en U.R.S.S. et déporté.

La responsabilité de chaque militant est immense, la faillite du centrisme ne doit pas être celle de l'Internationale et du Parti. Il faut se préparer, se grouper, se concerter ! Il faut redoubler d'effort, de ténacité et de souplesse.

La ligue communiste doit grouper tout ceux qui le comprennent !

APPRECIATION DES BUREAUCRATES

LA LUTTE CONTRE LE TROTSKYSME POUR ACCENTUER NOTRE LUTTE CONTRE LE FRONT SOCIAL-DEMOCRATE

Au cours de la préparation de notre conférence régionale, l'influence trotskyste s'est manifestée dans notre Parti et les J. C., sous forme d'interventions visiblement inspirées par les « théories » trotskystes, et quelques éléments se démasquèrent alors comme d'authentiques trotskystes.

Depuis lors, les trotskystes s'efforcèrent de développer un travail à l'intérieur du Parti et des syndicats unitaires, en même temps qu'ils déploient une plus grande activité publique ; cela en intervenant dans les élections, en créant des Cercles d'Etudes Marxistes, par la tenue d'assemblées publiques sur divers points de la région : Bagnolet, Nanterre, dans le 13e, le 18e, le 20e, etc. Visiblement, ils cherchent à se créer la base de masse qui leur fait défaut.

La bonne réaction de notre conférence nationale, puis du Congrès de notre Parti contre le trotskysme, avait déterminé ses adeptes à l'intérieur du Parti à faire des déclarations d'accords avec sa ligne, c'est-à-dire à opérer une retraite politique vraiment stratégique qui n'avait pour but que de se maintenir dans le Parti pour y continuer leur travail contre-révolutionnaire de décomposition.

Dans les deux dernières assemblées d'information, les manifestations trotskystes ont montré ce développement de leur activité, et, dans la dernière, quelques-uns n'ont pas hésité à affirmer leur appartenance au trotskysme.

Pour combattre le trotskysme et gagner les bons ouvriers, nous devons voir clairement ce que représentent ces manifestations et savoir distinguer entre les trotskystes avérés et ceux qui sont seulement influencés.

Mais nous devons aussi savoir déceler ce qui se cache sous certaines plaintes de sectarisme et être très attentifs aux manifestations d'opportunisme qui se sont fait jour au cours de la campagne électorale; c'est-à-dire que nous devons poursuivre la lutte sur les deux fronts de façon persévérante et intelligente pour éliminer le sectarisme et battre l'opportunisme, en entraînant sur la ligne juste et dans son application pratique la masse de nos adhérents.

C'est avec ces méthodes que nous proposons à nos organisations de base de combattre le trotskysme et de chasser de nos rangs ceux qui déclareraient leur appartenance au groupe de « l'opposition communiste de gauche » ou défendraient au sein du Parti la politique contre-révolutionnaire du groupe trotskyste.

Bulletin officiel de la R.P. page 4 et 5.

NOS RÉUNIONS

PARIS [illegible] 15 AU 30 JUILLET

Réunion [illegible] dans le 13e. Annonces par affiches.

Sujet : Les évènements d'Allemagne et les tâches du Parti.

Sur le même sujet : tournée de propagande dans la région du Nord du 15 au 22.

BAGNOLET. — Fin juin, une trentaine d'ouvriers communistes assistèrent à la réunion organisée par la Ligue. La discussion fut fraternelle et permit de réduire à néant quelques-unes des calomnies que répand à souhait l'appareil.

XVe ARRONDISSEMENT

La réunion se tint dans le calme jusqu'à 10 heures 1/2. Une soixantaine d'ouvriers y assistaient. Quelques perturbateurs vinrent ensuite qui ne permirent par leurs braillements ni à nos orateurs ni à ceux du Parti de s'exprimer. Par groupe, la discussion continua fraternelle, et d'utiles liaisons se développeront par la suite.

DIJON

Mardi 21 juin, la Ligue a tenu à Dijon un bon meeting sur la situation en Allemagne et la lutte contre l'attaque de la bourgeoisie française contre le prolétariat. On compta 150 assistants à cette réunion tous très attentifs aux exposés.

Le noyau des militants communistes et des syndicats unitaires était présent, et il est certain que nos arguments en feront réfléchir le plus grand nombre.

Les camarades Naville et Rimbert exposèrent la situation en Allemagne et en France, en développant la tactique communiste de lutte préconisée par l'opposition. Le camarade de la région du parti qui apporta la contradiction ne put rien opposer de solide à la position de l'opposition, et il se contenta d'affirmer que nous voulions « liquider la tactique du parti et de l'IC. »

Les travailleurs présents écoutèrent avec grand intérêt nos arguments, et il faut aussi noter que nos camarades du parti conservèrent à la réunion un ton sérieux, qui manque trop souvent, paraît-il, dans la région parisienne.

Toujours au premier rang de la lutte communiste, coude à coude avec nos camarades du parti que nous voulons persuader de la justesse de nos critiques et de nos propositions, l'opposition continuera son travail. Ce sera une garantie de la renaissance du parti dans la région, car actuellement beaucoup reste à faire dans cette voie, la funeste tactique du centrisme ayant contribué à écarter de nombreux ouvriers

LES VOTES AU « CONGRES DE LA R. P. CONTRE LA GUERRE »

Nous parlons en première page de cette manifestation de faiblesse. Nous donnons ci-dessous la liste des délégués ayant à notre connaissance voté notre résolution. Le délégué de l'atelier Citroën se vit bien entendu refuser la parole. Un jeune « contrebandier » accueilli tout d'abord avec enthousiasme, photographié, acclamé, connut vite la décadence dès qu'il commence à parler de la situation en Allemagne... Pourtant la « Vie Ouvrière » ouvre largement ses colonnes aux pacifistes belants, à Victor Marguerite, Werth et consorts...

Voici la liste des délégués ayant approuvé notre résolution :

Ligue Communiste	3	délégués
Foyer ouvrier	2	—
Secours Rouge du 19e	1	—
Atelier Citroën	1	—
Section Syndicale Potez	1	—
Comité Inter 17e	1	—
Comité Chomi 17e	1	—
Comité Vigileance 9e	1	—
Comité Vigileance jeunes du 20e (formé par les J. C.)	1	—
Atelier de l'Information	2	—
Délégation Etudiants St-Louis	1	—
Délégation Etudiants Henry-IV	1	—

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE — PARIS-21e SECTION

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : P. Frank.

Imp. Cent. de la Bourse, 117, r. Réaumur, Paris

UNE NOUVELLE PHASE : LA VIOLENCE CONTRE LES MEMBRES DU PARTI

A la dernière assemblée d'information, un communiste indochinois est jeté en bas de la tribune !

A la suite de la dernière assemblée de la R. P. sur la question allemande dans laquelle, malgré les brutalités et les violences des bureaucrates de notre parti, plusieurs militants réussirent à faire entendre la voix de l'opposition de gauche, l'appareil convoqua pour le lundi 11 juillet une nouvelle assemblée du P. C. et des J. C. pour la préparation du Congrès contre la guerre et la participation communiste.

Les camarades du Parti, ne comprenant pas toute l'importance de ces réunions de la R. P. pour entreprendre le travail de redressement de notre P. C., et, indignés par le régime intérieur, par les violences des bueaucrates sur les camarades de la base dont l'appareil craint comme la peste les critiques oppositionnelles, désertent de plus en plus les assemblées organisées par la direction.

A la dernière assemblée, on comptait à peine une centaine de camarades comprenant une très forte proportion de gens de l'appareil (pour « porter secours » à la direction).

Soupé, commença son exposé en ouvrant le feu sur le trotskysme, le danger trotskyste et la nécessité de la répression bureaucratique contre les nombreux camarades de la base qui « ouvrent la bouche ». Les coups de fouet de l'opposition de gauche font gémir les bureaucrates staliniens.

Le « trotskysme » que les gens de l'appareil se vantaient d'avoir tué définitivement revient à l'attaque avec plus de force que jamais pour montrer la voie léniniste à notre Parti communiste et défendre la base contre les coups de l'appareil.

Après avoir craché les calomnies habituelles contre les communistes de gauche, exclus ou membres du P. C., Soupé entreprend la tâche ingrate d'excuser le bloc honteux de nos dirigeants officiels avec les Barbusse et les R. Rolland et aborde la question de la répartition des tâches et la délégation au Congrès de Genève.

Après lui, Perrault, concentre à son tour son exposé sur les « attaques » contre le « trotskysme contre-révolutionnaire » et contre les jeunes camarades de la base qui, de plus en plus nombreux, viennent renforce les rangs de l'aile gauche.

Quelques mots sur les comités d'initiative, sur le front unique « par en bas » et, après l'intervention d'un camarade sur le recrutement syndical, la parole est donnée à un camarade indochinois, qui, au mépris de la répression policière, a tenu à apporter à l'assemblée de notre parti, son concours de représentant des coloniaux, victimes de l'impérialisme français. Au moment où le camarade colonial monte à la tribune, un homme de l'appareil, un de ceux qui avaient brutalisé les camarades du Parti à la dernière assemblée, demande avec cynisme de refuser la parole aux camarades de l'aile gauche et promet avec zèle de *se charger lui-même de « descendre » le premier camarade qui interviendra dans le sens léniniste.*

Malgré les vigoureuses réactions de la salle contre cet individu que nous nous refusons à qualifier de « camarade », le bureau ne trouve pas même un mot pour fustiger ce bureaucrate.

Le camarade indochinois montre toute l'importance de la question coloniale au moment où la guerre impérialiste menace l'Union Soviétique, et fustige la direction qui a complètement ignoré les millions et les millions de travailleurs des colonies.

Il montre le danger du côté extrême-oriental, et notre insuffisance à combattre l'impérialisme sur le front chinois, maintenant, que par suite des erreurs catastrophiques du stalinisme, la grande révolution chinoise a été vaincue dans le sang. [illegible] il aborde la question de la guerre, fustige le bloc indigne de notre parti avec les Mme Sun-yat-sen, avec les Barbusse de *Monde* et R. Rolland qui a fait l'apologie de Gandhi, fusilleur des ouvriers grévistes de Bombay.

Malgré les hurlements de rage d'une petite poignée de bureaucrates, il expose la tactique léniniste de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile face au pacifisme petit-bourgeois de trahison et montre que la clef de la guerre des classes est en Allemagne.

Il exige que la résolution votée sur l'Allemagne votée à l'unanimité par le Congrès de Hyghens soit immédiatement publié.

Le bureaucrate zélé qui redoutait avec tout l'appareil que notre camarade puisse alerter la région parisienne sur les nouveaux événements d'Allemagne, et le tournant partiel de la bureaucratie allemande sous les coups de la base et de l'opposition de gauche, monte à la tribune et empoigne odieusement notre jeune camarade pour le descendre avec une brutalité révoltante de la tribune.

La salle se dresse toute entière contre l'appareil, fustige les procédés indignes de la bureaucratie, comprend la nécessité de défendre la base du Parti, mutilée honteusement par les coups de l'appareil.

Les camarades de la R. P. réagissent si vigoureusement contre les bureaucrates, que l'un d'eux est contraint de monter à la tribune pour calmer la salle et « condamner » les procédés de violence !

Le président promet d'accorder la parole à tous les camarades de la base, quelle que soit leur tendance.

Soupé reprend la parole et les calomnies contre les militants, un camarade qui a oublié l'exposé de Semard sur le front unique d'organisation, « front unique de la trahison » reprend notre tactique léniniste du front unique en la mutilant pour la faire passer pour de la camelotte staliniste.

Le camarade Atlan qui s'était inscrit pour prendre la parole dès le début de la réunion exige de la bureaucratie le droit de monter à la tribune pour exposer son point de vue et se la voit refusée malgré les protestations des camarades.

Les camarades de la R. P. des J. C. et du P. C. commentent avec indignation les honteux procédés de l'appareil Stalinien, incapable de refuter les critiques léninistes de l'opposition de gauche et seulement capable de toutes les violences sur nos camarades, même lorsqu'il s'agit d'un camarade indochinois traqué par la police.

La faillite du stalinisme est proche ; la victoire de l'aile gauche léniniste est chaque jour plus certaine ; mais, camarades du Parti, il ne suffit pas de défendre courageusement nos positions ; il faut indispensablement s'organiser pour mener jusqu'à la victoire le combat léniniste contre l'opportunisme et la brutalité de la direction.

Il faut s'organiser pour défendre la base du parti odieusement mutilée par l'appareil et pour poursuivre notre tâche de redressement de notre Parti et de notre Internationale.

Les événements pressent, le fascisme hitlérien nous menace, la patrie socialiste est en danger.

Notre camarade Trotsky, le fondateur de notre Internationale communiste avec notre chef Lénine, le fondateur de l'Armée Rouge, sonne l'alarme : « Bolcheviks-Léninistes, en Avant ! »

L'OPPOSITION DE GAUCHE EN MONTÉE !

L'opposition s'enracine dans toutes les régions de France

Nous présentons ici les principaux extraits de quelques lettres reçues par « La Vérité » ; les nécessités de la mise en page ne nous permettent pas de publier nos réponses. Nous les commentons brièvement.

Ce que pense de : « Et Maintenant » un socialiste de gauche

« ...Contrairement à ce que je pensais, Trotsky est resté aussi sectaire que les communistes staliniens, et c'est précisément ce sectarisme qui m'avait détaché du communisme moscoutaire.

J'ai lu sitôt après « Et Maintenant » une étude de Karl Kautsky (1) « Communisme et social-démocratie » parue dans la jeune revue « Révolte » du groupe des étudiants socialistes, et si le vieux vétéran socialiste n'a plus la vigueur.. de plume, d'un Trotsky, il continue néanmoins à [illegible] plus exactement la pensée « marxiste » qui déclare « Prolétaires de tous les pays (et j'imagine bien dans chaque pays...) unissez vous ». Or, selon le bolchevisme, à la Staline où à la Trotsky, hors le parti communiste... il n'y a que « contre-révolution ». Je m'élève contre cette formule et je veux rester fidèle à « l'unité prolétarienne » qui doit englober toutes les tendances, sans jeter le discrédit sur les unes et les autres.

Mon sentiment : tout ce qui unit le prolétariat est révolutionnaire, tout ce qui le divise est réactionnaire. Je pense donc que c'est aujourd'hui, dans le parti socialiste, que se trouve le plus gros morceau d'unité, notre place est donc là pour œuvrer à la reconstitution de l'unité totale, et maintenir le prolétariat dans sa tradition révolutionnaire. Il n'y a qu'une classe ouvrière, il ne doit y avoir qu'un parti, c'est à l'intérieur de celui-ci qu'il appartient aux camarades de militer dans le sens qu'ils désirent. Tel est mon sentiment franchement exprimé.

Perpignan, 1-7-32.

Morceau d'unité ! Unité totale ! Mais quelle unité ? L'union sacrée ?

Quant à nous, loin de déplorer la scission de Tours, nous la préconisions et l'approuvons sans réserve.

(1) Critique de cette étude dans le numéro du 15 juin de la *Lutte de Classe* (L. R.)

Ce que pensent des camaradess stalinistes sollicités de s'abonner :

1° ...Je vous confirme par la présente mon désir de ne pas m'abonner à votre feuille (*sic*). Avec l'espoir que beaucoup de camarades m'imitant, vous soyiez au plus vite dans l'impossibilité de continuer votre besogne contre-révolutionnaire (je ne nie pas la sincérité de plusieurs d'entre vous, je constate)...

Langeais, le 20-6-32.

De la sorte que chaque ami qui néglige d'envoyer son abonnement comprenne !

2° ...Il est inutile de continuer à m'envoyer votre journal, je ne m'abonnerai pas. Je suis abonné à l'*Huma*, je reste fidèle à mon journal.

Bard, le 27-6-32.

*Ce n'est pas à un titre de journal qu'il s'agit d'être attaché, c'est à la politique communiste, cela implique la lutte pour que l'*Huma* devienne un véritable quotidien communiste, sans négliger de la défendre contre les ennemis de classe.*

3° Il fut un temps où j'étais d'accord avec vous mais par la suite, j'ai reconnu que, si sur certains points votre position est juste, car nul ne peut se targuer de posséder la vérité en soi aussi bien Trotsky que Staline, il n'en était plus ainsi sur la plupart des autres points. Pour moi, les points justes de Trotsky ne balancent pas, loin de là, les points faux, aussi bien par leur quantité que par leur valeur primordiale.

Notamment celui par lequel Trotsky en 1927 avait fait sa plateforme thermidorienne, appelle les ouvriers à manifester et s'emparer du pouvoir contre le comité central en pleine fête du Dixième Anniversaire, ce qui de ce fait rompait la discipline du parti.

Tant que Trotsky et ceux qui le suivent n'auront pas reconnu ce point de départ de toute la dispute comme faux, et par conséquent comme criminel du point de vue du parti, on ne peut vous suivre entièrement. Discipline consciente d'abord.

Cela ne veut pas dire que les officiels ont toujours eu raison, mais ces points sont d'ordre secondaire.

Je vous prie de ne pas continuer à m'envoyer votre journal, je ne m'abonnerai pas.

Fraternellement tout de même (*sic*).

Bordeaux, le 30 juin.

Quel document permet à notre « fraternel » adversaire d'établir que Trotsky ou les oppositionnels russes ont appelé les ouvriers russes à « manifester et à s'emparer du pouvoir en 1927 » ? LA VÉRITÉ a déjà réduit cette calomnie à néant. Nous avons envoyé à notre camarade bordelais les Nos de notre journal traitant cette question en l'invitant, celle-ci étant liquidée, à nous formuler ses autres objections. Gageons qu'elles seront du même ordre, c'est-à-dire relevant des calomnies grâce auxquelles l'appareil dresse des militants sincères contre nous, peu de temps, d'ailleurs...

Voici l'avis d'un anarchiste

« ... Je ne suis qu'un « petit bourgeois anarchisant » pour employer vos expressions, et ne comprends rien à toutes les disputes qui règnent entre les ouvriers.

J'ai cru, avec naïveté, que les pauvres étaient meilleurs que les bourgeois, et je m'aperçois qu'il n'en est rien. En Russie, tous ceux qui ne pensent pas exactement comme les détenteurs du pouvoir sont affreusement opprimés. Alors ? Est-ce que ce ne sera pas de même si on change d'équipe ? Et si vous me répondez qu'il ne faut pas confondre les prolétaires et ceux qui les mènent, je vous dirai alors que les malheureux ont tort de se donner des maîtres.

Notre ennemi, c'est notre maître, a dit quelqu'un. Cette opinion me paraît parfaitement juste.

Excusez cette élucubration et recevez...

L'histoire de la Révolution russe, l'existence du pouvoir soviétique dégagent d'autres enseignements que cette lassitude pessimiste. En premier lieu, ces expériences ont montré comment le prolétariat peut arracher le pouvoir aux maîtres. Près de dix années de lutte oppositionnelle ont pour résultat que le Parti et le prolétariat conserve ce pouvoir. L'oppression, si odieuse soit-elle, constitue les frais généraux de cette lutte opiniâtre.

Enfin des encouragements !

... de Paris, 5/7/32.

Je suis chômeur, mais je vais cependant faire un effort et j'espère t'envoyer avec le 15 une petite somme d'argent, ne voulant pas être privé de la lecture du journal qui m'éclaire et m'aide...

Merci, camarade, mais il ne faut pas seulement t'abonner il faut t'organiser dans notre groupe et joindre ton travail au nôtre !

De Lanester, juillet 1932

Je lis toujours votre organe avec intérêt et la plupart des critiques que vous formulez contre la direction du P. C., je les approuve.

Beaucoup de camarades de Lorient d'ailleurs pensent comme moi. J'ai même dû quitter le Parti, craignant une exclusion, qui m'aurait peiné, mais je conserve toute la confiance des camarades d'ici, de tous... et lors de la campagne électorale dernière, c'est moi qui ait été encore le porte parole du Pati, situation assez bizarre et gênante.

Quitter le Parti ! Reculer devant la fausse politique et les brimades, c'est fort compréhensible, mais c'est une grave erreur car c'est laisser le champ libre à la bureaucratie. Il faut reprendre la lutte, réunir tes amis, coordoner vos efforts.

De Montargis, 30 juin 1932

Je m'empresse (quoique ce ne soit pas l'argent qui abonde) de t'envoyer le montant de mon abonnement à la *Vérité* pour un an.

Sois persuadé que je sympathise parfaitement avec les idées de ton organe, si parfois j'ai l'occasion de faire une objection, je t'écrirai.

Que peut-on faire dans la région camarade pour diffuser notre presse ? pour propager nos idées ? Envoie-nous une correspondance régulière.

Un gréviste de Fougères

... Vous avez toute ma sympathie, je regrette de ne pas vous avoir écrit plus tôt. Mais voyez ma situation. Seul au milieu du syndicat à élever la voix contre les mauvaises méthodes. Ils ont voulu se débarrasser de moi.

Certes ici cela ne va pas tout seul ; j'ai de grandes difficultés financières, *je suis gréviste depuis le 11 février*. Je vous transmet mon abonnement malgré la lutte..

Nous pourrions citer ici maints autres efforts de militants ouvriers pour notre « Vérité » pour notre propagande. Grâce à tous ces dévouements nous « tenons » malgré les difficultés énormes ! C'est parce que de semblables militants restent, clairsemés dans le monde que l'opposition vit, progresse et que son développement est un facteur décisif pour le redressement communiste.

De P. Rassinier

Belfort ce 15 juin 1932.

Camarade,

Je prends connaissance seulement aujourd'hui du numéro de la Vérité qui donne une espèce de compte rendu de la conférence du 29 mai à laquelle l'opposition de gauche fut invitée.

Tu m'excuseras, mais je n'ai pas pu le lire plus tôt bien que, paraît-il, il me soit arrivé, il y a près de huit de jours déjà. J'ai pas mal de travail, tu le sais, il y a une chose à laquelle je suis sensible. Tu as écrit — ou vous avez écrit — que nous cherchions à entraîner les ouvriers dans une voie *anticommuniste*.

Voyons, Molinier, voyons !

Tu sais bien quelles sont nos intentions ou tout au moins les miennes.

Tu sais bien que je ne suis pas un anticommuniste... Alors, pourquoi l'écrire ?

J'ai beaucoup de sympathie pour vos idées, mais bon dieu ! ne brouille pas les cartes.

Mon idée personnelle est de rassembler, droitiers, centristes, et gauchistes dans un même parti. Quoi que tu puisses en penser 1° c'est possible, 2° Il y a d'autres camarades qui poursuivent ce but avec moi.

Veux-tu que je te dise : tu es un maladroit.

Maintenant, je t'assure qu'il ne me plait pas de polémiquer avec vous en te traitant d'anticommuniste. Il vous est possible de rester en relations fraternelle avec nous.

Y consentiriez-vous.

Voilà ce que je voudrais savoir.

Réponds-moi.

Fraternellement :

Paul Rassinier
Le 18 juin 1932.

Une première réponse !

Camarade Rassinier,

Nous avons reçu ta lettre du 15 juin à laquelle nous répondons sans attendre.

Il ne s'agit nullement de moi ou du mauvais caractère ou de la maladresse de quelques oppositionnels, il s'agit d'une position adoptée par notre organisation, qui, après une discussion sérieuse a décidé d'engager le combat pour détacher les ouvriers communistes de l'expérience que vous entendez leur faire faire et que nous jugeons d'ores et déjà tout à fait dangereuse et tout à fait néfaste au développement du mouvement communiste.

L'article écrit cette semaine en accord avec nos différents camarades précise encore mieux notre point de vue. Il est bien regrettable que tu ne voies le problème que sous l'angle personnel et intentionnel ; personne ne met en doute tes intentions; même avec les buts les [illegible] une analyse fausse de la situation et du problème du regroupement des forces communistes, on aboutit à préconiser la formation d'organisations comme celle que vous avez faite et qui implacablement se disloqueront au profit des anti-communistes.

Je ne vois, quant à moi, aucune espèce d'inconvénients à ce que nous continuions à avoir personnellement des relations fraternelles tant que les derniers pas ne seront pas franchis, tu comprendras toutefois que « relations fraternelles » ne peut aucunement signifier duplicité politique.

Nous souhaitons vivement que vous vous rendiez compte tes camarades et toi de la gravité de la situation où vous avez engagé un certain nombre de militants, que vous ayez le courage de bloquer et de revenir nettement en arrière.

Je te réponds hâtivement. Nous continuerons notre série d'articles dans la Vérité en développant nos conceptions sur toutes ces questions.

Fraternellement,

Toujours sur le Congrès de Belfort, d'un militant du Doubs

Cher Camarade,

... Complètement d'accord avec toi, sur le rôle prépondérant du P. C. dans les forces révolutionnaires et que malgré le malaise actuel, il reste quand même le centre d'attraction. L'Internationale communiste est la seule force agissante, vers laquelle se tourne les regards du prolétariat mondial.

Comme toi, je pense que le rayon de Belfort scissionné ira vers des déceptions certaines. C'est d'ailleurs pour cette raison que j'ai fait cette courte intervention avant le vote. A ce moment j'ai constaté un 1er glissement de Jacob et Rassinier. Car, le 1er mai, ils m'avaient affirmé, qu'ils méneraient la lutte sans aucune déviation pour leur réintégration. Si, actuellement je suis, dans le rayon de Montbéliard, j'ai milité pendant 20 ans à Belfort. C'est pourquoi, je m'intéresse à cette action fractionnelle, les camarades du Doubs m'en font grief, et je ne sais pas, si je ne serai pas sanctionné.

En ce qui concerne votre position politique, je la connais dans ses grandes lignes, et sur un grand nombre de questions, je suis d'accord. Je ne suis pas d'accord sur la position que vous défendez concernant «l'unité syndicale» et sur la lutte politique « Classe contre Classe » quoique j'estime qu'il n'est pas indispenable d'avoir les mêmes conceptions sur tous les points.

Je joins à la présente, 6 timbres à 0 fr. 50, tu enverras quelques numéros de *Vérité*.

Bien fraternellement.

Nous avons répondu à notre camarade en lui fournissant la documentation qui lui permettra de bien comprendre que les problèmes de « l'unité syndicale » et de la « tactique électorale » s'inscrivent dans l'ensemble de la tactique communiste de conquête des masses et de lutte contre le réformisme. Nous invitons notre camarade à apporter ses conceptions et ses critiques lui-même.

D'un militant de base du Doubs...

Internationalement et nationalement je ne me prononcerai pas, car il difficile de se faire une opinion sur des écrits, mais régionalement, je puis dire que les organisations ouvrières vont en dépérissant par la faute des chefs sectaires et incapables qui les dirigent et au Congrès de Belfort votre point de vue était identique au [illegible]. [illegible] plus en plus le P. C. perd son prestige, [illegible] il ne faut pas désespérer car les majorités [illegible] vite fait de changer, il suffit que les copains sincères se ressaisissent et rien ne peut arrêter le courant qui devient un torrent, qui balaiera tout l'ancien régime.

J. Besançon, 7 juillet

Tous les méfaits, toutes les difficultés que tu distingues plus aisément sous les yeux à l'échelle de la région, sont engendrés par une orientation politique et une tactique erronées, à l'échelle mondiale. Il faut en effet se ressaisir, s'organiser travailler à nos côtés, et qui mieux est dans nos rangs!

Un militant communiste nous écrit sur le mariage Jacob-Renard...

Pour la situation dans notre région, voici comme elle se présente, le mariage amorcé à Belfort entre Jacob et Renard a eu lieu et le « Semeur » de Jacob a été absorbé par le « Travailleur » de Renard. Quand au Travail pratique rien de nouveau pour le moment, car pour mon point de vue personnel je ne pense pas que les ouvriers suivront ces gens qui heureusement perdent de plus en plus leur influence auprès de la masse des ouvriers des usines. Au contraire le journal du Parti « Le Semeur Ouvrier et Paysan » a l'air de repartir d'un bon pas, la souscription lancée en sa faveur a rapporté plus de 3.000 fr. en trois semaines. Je ne vois plus rien à vous dire pour le moment, si vous désirez savoir quelque chose, je préfère que vous me posiez des questions et j'y répondrai du mieux que je pourrai.

Il n'y aura de véritable progrès dans la Région Est du P.C. que si les militants communistes firent la leçon de la scission de Belfort, abandonnent et combattent l'équipée Jacob-Renard, et forment une région communiste qui deviendra solide dans toute la mesure où ils appliqueront sur toutes les grandes questions la politique communiste, où ils entendront que leur droit de minorité au sein du Parti soit respecté par la direction qui porte la plus lourde responsabilité dans la lamentable situation du mouvement communiste dans une des principales régions industrielles de France.

Un gréviste de Fougère nous écrit...

... J'ai toujours lu avec attention l'organe la *Vérité*.

Croyez que dès que je pourrai faire quelque chose pour vous soutenir, je le ferai. Car votre mouvement tout en ayant des divergences m'intéresse plus que les fantaisies de Staline et consorts. Je veux être solidaire de l'exil du camarade Trotsky dont j'approuve la conduite révolutionnaire. J'ai appartenu au Parti et aux Jeunesses depuis Tours jusqu'en 1925, mais depuis, pour différentes raisons personnelles, je suis resté au dehors étant donné le mauvais travail de la cellule locale du Parti qui, depuis 1923-24 va en décroissant par son sectarisme sans but précis.

...Le Parti dont à ce moment j'étais secrétaire adoint est passé de 80 membres à une douzaine aujourd'hui, les Jeunesses dont j'étais le secrétaire de 25 membres à 0.

...Pour le syndicat Unitaire de 300 adhérents à la chaussure, à 80 membres au début de la grève qui sévit depuis le 11 février 1932. En ce moment, il y a un peu de recrutement qui malheureusement sera provisoire, étant par intérêt pécunier. Le syndicat compte près de 200, mais souvent, c'est le déchet des autres syndicats qui ahère passagèrement et sans idéologie révolutionnaire.

... Sur la grève, j'aurai à vous dire que l'esprit est combattif parmi les ouvriers de la place. Freinés par les chefs réformistes, mais devançés par leur troupes, c'est là la faute grave des staliniens. Dès le début de la grève, le soir du vote par la majorité des ouvriers réunis dans une réunion commune par les confédérés, les Unitaires ou plutôt la cellule ayant fait venir le délégué régional... celui-ci s'est lancé contre le secrétaire confédéré Fournier (qui avait été poussé par ses troupes à la grève mais qui avait la confiance de celles-ci. Là encore, celui-ci, en malin, tout en freinant ses troupes, accepte par la force des choses la lutte gréviste. Pour rester à leur tête). Et la cellule du Parti C., qui au début avait la sympathie des ouvriers n'a pas su en conquérir d'autres. Car Unitaires et confédérés étaient écoutés dans les réunions au même titre par 200 auditeurs. Mais le soir du vote de la grève où il devait être apporté aux grévistes la solidarité de la C.G.T.U. Parti, et propositions de front unique, comité de grève unique, rien de cela. Lenoir, poussé par la cellule a attaqué le chef confédéré Fournier croyant que ses troupes le lâcheraient sur le vote. Il n'en était rien, Lenoir s'en est aperçu depuis, mais il n'a pas pu reprendre la parole à une réunion gréviste convoquée par les confédérés.

Depuis, aucun travail sérieux autre que des critiques. Les Stalinistes ont bien lancé quelques mots d'ordre de lutte sans jamais les réaliser. Ce sont les ouvriers confédérés et autres qui prennent les mots d'ordre en l'absence souvent des Stalinistes. C'est ce qui est mauvais. *Ici c'est la grève d'usure des forces ouvrières.*

Les manifestations convoquées par les confédérés qui, dans les deux premiers mois, étaient de 4000 à 5000 manifestants sur 8000 grévistes se voient réduites à 400-500 et moins. Et cela faute de mots d'ordre précis. Il y a encore 5000 grévistes. Les autres ont été autorisés à travailler avec un compromis d'attente, travaillant à 15 % au lieu de 21 %, ce qui est déjà une baisse acceptée.

Par cette lettre je ne veux pas condamner cette grève de crise dont il ressort déjà une baisse qui sera d'environ 30 à 50 % pour l'ensemble et plus même pour certains. Plus de deux mille ouvriers ne rentreront pas, car la rationalisation Bata s'implante, *et tout cela malgré l'héroïque combat des ouvriers qui, certes, auraient voulu lutter encore davantage.*

J'aurais beaucoup de cas particuliers à signaler dans cette grève. En ce moment, les conduites de Grenoble non seulement de quelques jaunes se font, mais les patrons se font asperger de crachats à la sortie de leurs réunions et cela par les confédérés en tête. Les unitaires se laissent devancer... La grève est sans but précis... Les unitaires n'ont pas su travailler et de plus ont éliminé de leur sein ceux qui auraient voulu travailler, tel est mon cas...

Aux dernières élections le parti au lieu de 300 voix en avait 200 dans l'arrondissement et 95 pour Fourgères Ville, et cela en pleine grève. Même pas les syndiqués unitaires !

Voilà leur travail.

RÉPONSE A MASSON

L'importance de la tactique

Sous ce titre, **Victor Masson**, doctrinaire et historien de l'Humanité, explique aux ouvriers ce qu'est la tactique ou, plutôt, essaye par quelques exemples historiques et quelques citations, de justifier le compromis de confusion que l'I.C. a fait pour le Congrès contre la guerre de Genève.

Mais ce pauvre historien, qui ignore tout de l'histoire et de la doctrine a, dans son article, glissé une citation de Lénine qui — contrairement à ce qu'il pense — condamne les compromis du genre de celui de Genève avec les Barbusse et autres pacifistes.

« Lénine cite l'exemple des voyageurs attaqués par les bandits. Ces voyageurs sont obligés d'abandonner tout ce qu'ils possèdent pour sauver leur vie. Ils ne pouvaient faire autrement. Voilà un compromis imposé par les conditions objectives. »

« Tout autre est l'attitude de ceux qui concluent le compromis avec les bandits pour participer au partage du butin. Ils deviennent alors les complices des bandits. »

Le camarade **Victor Masson** n'a certainement pas réfléchi à ce qu'il écrivait, car il est clair pour tout le monde que dans le congrès contre la guerre, l'Internationale communiste est complice des « bandits » (Barbusse et R. Rolland).

Lénine disait dans son exemple, que ceux qui d'accord avec les bandits font dévaliser les voyageurs pour partager le butin, ceux-là sont complices des bandits.

Nous, nous disons que l'I. C. qui d'accord avec Barbusse et Rolland les a chargé d'organiser un congrès contre la guerre — congrès qui drainera les ouvriers vers le pacifisme petit bourgeois; que l'I. C. qui ensuite dit aux ouvriers : il faut participer à ce congrès car cette participation nous est imposée « par les conditions objectives »; nous disons que **l'Internationale communiste est complice de Romain Rolland et Barbusse.**

Plus loin, **Victor Masson** cite un extrait de la **Maladie Infantile** dans lequel Lénine dit :

« La conclusion est claire : « condamner les compromis ». En principe nier la légitimité de tous compromis quels qu'ils soient en général, c'est un enfantillage qu'il est même difficile de prendre au sérieux. »

Très bien ! C'est pourquoi nous considérons la tactique de l'I. C. qui refuse tout front unique avec les organisations social-démocrates comme «en enfantillage qu'il est même difficile de prendre au sérieux ».

Après avoir affirmé que « la tactique juste préconisée par notre parti permet de trouver le chemin vers les masses », (Sic.) **Masson** conclut :

« Notre attitude à l'égard du Congrès de Genève constitue un exemple vivant de la tactique communiste ».

C'est un exemple vivant de la tactique **staliniste** et non communiste. Tactique qui découle de la théorie du socialisme dans un seul pays. Pour construire ce socialisme on a besoin de la paix à tout prix, même en faisant des compromis honteux avec la S.D.N. et avec les pacifistes petits bourgeois et cela au détriment de la lutte révolutionnaire pour la paix.

LILLE

Redoublons nos efforts

La réunion publique, que nous avons organisée le 14 juin (à la suite de laquelle la bureaucratie régionale a dû dissoudre une cellule pour éviter de répondre à des questions embarrassantes de gas de la base) doit nous inciter à continuer avec persévérance le travail d'éclaircissement auprès des membres du parti, pour faire comprendre ce qu'est l'opposition de gauche.

La tenue de notre réunion a eu le don de mettre en fureur le plumitif de l'« Enchaîné » qui, depuis, se répand en lamentations sur le fait que le trotskysme ne se développe que par ce qu'il manque d'éducation politique chez les membres du parti. Et, au dire de celui-ci, cela ne changera que le jour où cette éducation sera faite, n'est-ce pas ce que nous disons depuis longtemps que dans les cellules il n'y a plus de discussions politiques, où sévit un régime bureaucratique, les ordres venant d'en haut, la base n'ayant plus qu'à les appliquer sans aucune critique de leur part avec la crainte de paraître suspects et d'être taxés de renégats, trotskystes, etc., etc...

Pour aujourd'hui, nous voulons simplement mettre quelque chose au point : il s'agit d'un faux grossier paru dans l'« Enchaîné » du 24 juin, concernant une lettre que notre camarade Trotsky aurait envoyé à Tkheïdzé. Cette saleté est d'ailleurs l'œuvre d'un certain Raskolnikov qui peu de temps auparavant s'exprimait ainsi sur Trotsky dans *Prolétarskaïa Revolutsia*, n° 5, page 71-72, il disait : *Léon Davidovitch (Trotsky) n'appartenait pas encore formellement à notre parti, mais en réalité, dès son retour d'Amérique, il travailla constamment dans son sein. En tout cas, après son premier discours au Soviet, nous le regardions tous comme un chef de notre parti.*

Voilà exactement comment s'exprimait, en 1923, un des insulteurs de Trotsky et que son disciple de l'« Enchaîné » n'hésite pas à reproduire, voilà comme l'on fait l'éducation des membres du parti ; nous avons tenu à reproduire cela afin que nos camarades jugent par quels procédés l'on insulte des militants révolutionnaires qui se sont dressés contre la politique criminelle et absurde de Staline. Et, à ce sujet, nous tenons à dire à l'auteur des articles parus dans l'« Enchaîné » que nous n'avons pas besoin des leçons politiques à recevoir, nous méprisons les attaques de ceux qui collaboraient, il n'y a pas très longtemps, dans des journeaux bourgeois ultra-chauvin, et qui traînaient dans la boue la révolution russe et le parti communiste français. Qu'ils fassent un retour en arrière, au temps où ils étaient des anti-communistes, et il s'apercevront combien ils étaient loin de Trotsky.

Notre groupe de Lille a décidé, dans ce but, de mettre sa bibliothèque à la disposition des membres et sympathisants du parti. Pour cela, qu'il s'adresse au camarade Devreyer, 31, rue de Douai, Lille.

Le Groupe d'opposition de gauche de Lille.

Tribune des jeunes

Au meeting des J.-C. contre la guerre à Belleville-Saint-Fargeau. — Au meeting convoqué par le 2e rayon dans le vingtième, seulement 43 jeunes étaient présents, dans la même salle où nous avions tenu précédemment le nôtre. A peu près tous étaient J. C. ou oppositionnels exclus.

Le secrétaire du rayon fit un exposé pas mauvais sur certains points mais fortement influencé par le confusionisme répandu par l'Huma. Il parla de la guerre qu'on pouvait empêcher par le sabotage, la grève ou la Révolution et de S. S. qui « ne veulent pas véritablement » le désarmement. Un camarade, jeune oppositionnel, rétablit, aux applaudissements de la plus grande partie de la salle, le point de vue léniniste sur la guerre. Il montra combien toutes les phrases sur le sabotage, le désarmement étaient dangereuses pour le prolétariat, comment toute la question de la guerre était maintenant dominée par les graves événements d'Allemagne. Il expliqua pourquoi l'Internationale n'aurait pas dû se cacher derrière les petits bourgeois Rolland et Barbusse mais devait tenir un congrès commun avec les Internationales réformistes pour les démasquer devant les ouvriers qui les suivent. Sur une question il montra comment l'Opposition était à l'avant garde dans la défense de l'U.R.S.S., comment l'armée rouge — créée par Trotsky et les militants emprisonnés par Staline, devait être non pas une armée russe mais celle de la Révolution mondiale. La quasi unanimité des jeunes ouvriers présents le déléguèrent au Congrès pour y exposer son point de vue.

Nous espérons qu'on va convoquer le Comité de vigilance — où nous avons adhéré pour que nous puissions rendre compte de notre mandat — sinon nous prendrons nous-mêmes l'initiative d'une réunion publique pour demander aux jeunes ouvriers de Belleville Saint-Fargeau ce qu'ils pensent de la manière dont on nous a fermé la bouche au congrès.

Correspondance. — Le camarade R. Sallé est prié de donner son adresse exacte à la Vérité des Jeunes. Le camarade qui demandait « Prolétariat » est prié de donner aussi une adresse et de passer au Foyer dans le plus bref délai.

« Les trotskistes écrivent qu'en Allemagne la question du pouvoir se pose comme le but de la période actuelle. Lourde erreur! »

(Semard, Bulletin R.P., page 9.)